
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 2329

[C — 99/21294]

Arrêt n° 56/99 du 26 mai 1999

Numéros du rôle : 1343, 1363, 1369 et 1370

En cause : les recours en annulation des articles 2, 3 et 4, alinéa 1^{er}, a), et alinéa 2, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, introduits par F. Bailly et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

A. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 mai 1998 et parvenue au greffe le 2 juin 1998, un recours en annulation des articles 3 et 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} janvier 1998) a été introduit par F. Bailly, demeurant à 6900 Marche, Pré du Chanoine 28, J.-L. Binon, demeurant à 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, demeurant à 1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, demeurant à 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue d'Orbaix 16, A. Colmant, demeurant à 7000 Mons, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, demeurant à 1390 Grez-Doiceau, place Hallaux 3, J.-L. Demoisy, demeurant à 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, demeurant à 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, demeurant à 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, demeurant à 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, demeurant à 5000 Namur, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, demeurant à 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, demeurant à 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, demeurant à 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, demeurant à 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, demeurant à 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, demeurant à 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, demeurant à 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, demeurant à 1470 Genappe, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, demeurant à 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, demeurant à 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, demeurant à 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, demeurant à 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, demeurant à 6001 Charleroi, Sixième

Avenue 29, J. Olejnik, demeurant à 4500 Huy, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, demeurant à 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, demeurant à 5000 Namur, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, demeurant à 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, demeurant à 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, demeurant à 7500 Tournai, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, demeurant à 7850 Enghien, chaussée de Bruxelles 94, P. Roche, demeurant à 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, demeurant à 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert 1er 35, P. Valvekens, demeurant à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6, boîte 36, C. Van Damme, demeurant à 1970 Wezembeek-Oppem, avenue du Martin-Pêcheur 1, L. Van Malcot, demeurant à 5060 Sambreville, rue Vigneron 19, J. Vandenheuvel, demeurant à 1210 Bruxelles, rue de Rotterdam 44, A. Willame, demeurant à 4500 Huy, rue Armand Foncoux 6, et B. Zimmermann, demeurant à 4830 Limbourg, Halloux 20.

La demande de suspension des mêmes dispositions légales, introduite par L. Désir et B. Servais, a été rejetée par l'arrêt n° 90/98 du 15 juillet 1998, publié au *Moniteur belge* du 10 octobre 1998.

B. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 26 juin 1998 et parvenue au greffe le 29 juin 1998, M. Van Bever, demeurant à 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, a introduit un recours en annulation des articles 2, 3 et 4, b), de la loi précitée du 9 juillet 1997.

C. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998 et parvenue au greffe le 1^{er} juillet 1998, P. Lefranc, demeurant à 9040 Gand, Adolf Bayensstraat 81, et K. Maenhout, demeurant à 2600 Anvers, Justitiestraat 26, ont introduit un recours en annulation de l'article 4, alinéa 1^{er}, a), et dernier alinéa, de la loi précitée du 9 juillet 1997.

D. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1998 et parvenue au greffe le 1^{er} juillet 1998, un recours en annulation des articles 3 et 4, b), de la loi précitée du 9 juillet 1997 a été introduit par L. Balcaen, demeurant à 9000 Gand, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeusen, demeurant à 2000 Anvers, Stoopstraat 1, T. Beele, demeurant à 9000 Gand, Leopoldplein 35, boîte 1, P. Berben, demeurant à 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, demeurant à 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, demeurant à 2018 Anvers, Van Eycklei 45, A. Burm, demeurant à 9100 Saint-Nicolas, Truweelstraat 147, H. Buyse, demeurant à 1170 Bruxelles, avenue Van Becelaere 26B, boîte 1, T. Byvoet, demeurant à 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, boîte 1, M. Callant, demeurant à 9000 Gand, Voldersstraat 42, F. Carsau, demeurant à 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, demeurant à 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, demeurant à 9100 Saint-Nicolas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, demeurant à 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, demeurant à 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, demeurant à 9000 Gand, Belfortstraat 43, M. De Cramer, demeurant à 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, demeurant à 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, demeurant à 9000 Gand, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, demeurant à 8000 Bruges, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, demeurant à 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, demeurant à 1620 Drogenbos, rue de l'Eglise 38, H. D'hoë, demeurant à 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, demeurant à 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, demeurant à 2000 Anvers, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, demeurant à 1040 Bruxelles, rue Père de Deken 9, R. Feremans, demeurant à 2800 Malines, Louisstraat 23, E. Flammée, demeurant à 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, demeurant à 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, demeurant à 8630 Furnes, Zuidstraat 39, X. Gielen, demeurant à 3500 Hasselt, Van Dijklaan 15, C. Goris, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, demeurant à 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, demeurant à 3500 Hasselt, Lombaardstraat 22-24, J. Haentjens, demeurant à 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, demeurant à 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, demeurant à 8630 Furnes, Zuidstraat 39, M. Heymans, demeurant à 9000 Gand, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, demeurant à 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, demeurant à 8500 Courtrai, Roggelaan 15, A. Leleux, demeurant à 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, demeurant à 9300 Alost, Majoer Claserstraat 8, A. Lust, demeurant à 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, demeurant à 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, demeurant à 2018 Anvers, Hemelstraat 36, B. Mailleux, demeurant à 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, demeurant à 9040 Sint-Amandsberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, demeurant à 8000 Bruges, Leopold I-laan 69, D. Matthys, demeurant à 9000 Gand, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, demeurant à 2500 Lierre, Donk 54, V. Merceelis, demeurant à 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, demeurant à 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, demeurant à 3300 Tirlemont, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, demeurant à 9200 Termonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, demeurant à 9000 Gand, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 6, boîte 8, R. Pockelé-Dillens, demeurant à 2018 Anvers, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, demeurant à 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, demeurant à 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, demeurant à 9000 Gand, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, demeurant à 9000 Gand, François Laurentplein 1, P. Smits, demeurant à 2800 Malines, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, demeurant à 9200 Termonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, demeurant à 9000 Gand, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, demeurant à 9000 Gand, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, demeurant à 8400 Ostende, Prinsenslaan 36, L. Vanderputte, demeurant à 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, demeurant à 9700 Audenarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, demeurant à 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, demeurant à 2018 Anvers, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, demeurant à 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, demeurant à 9000 Gand, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, demeurant à 9000 Gand, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, demeurant à 9000 Gand, F. Rooseveltlaan 222, K. Verstele, demeurant à 8630 Furnes, Noordstraat 28, J. Veys, demeurant à 9000 Gand, Forelstraat 98, et M. Witters, demeurant à 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Ces affaires sont inscrites respectivement sous les numéros 1343, 1363, 1369 et 1370 du rôle de la Cour.

II. La procédure

a) Dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle

Par ordonnance du 2 juin 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 18 juin 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 26 juin 1998.

b) Dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle

Par ordonnances du 29 juin 1998 et du 1^{er} juillet 1998, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 26 août 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 2 septembre 1998.

c) Dans toutes les affaires

Par ordonnance du 8 juillet 1998, la Cour a joint les affaires.

Des mémoires ont été introduits par :

- S. Luyten, demeurant à 2610 Wilrijk, Steytelincckstraat 26, par lettre recommandée à la poste le 16 juillet 1998;
- J. Billiet, demeurant à 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, demeurant à 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, demeurant à 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, demeurant à 7500 Tournai, rue Vauban 54, D. Rémy, demeurant à 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, demeurant à 6600 Bastogne, Isle-Le-Pré, et A. Thirifays, demeurant à 4800 Verviers, rue du Palais 30, par lettre recommandée à la poste le 22 juillet 1998;
- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettres recommandées à la poste le 24 juillet 1998 (dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle) et le 9 octobre 1998 (dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle).

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 22 octobre 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- M. Van Bever, par lettre recommandée à la poste le 19 novembre 1998;
- F. Bailly et autres, par lettre recommandée à la poste le 20 novembre 1998;
- P. Lefranc et K. Maenhout, par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 1998;
- L. Balcaen et autres, par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 1998.

Par ordonnance du 29 octobre 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 29 mai 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 février 1999, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 17 mars 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 février 1999.

A l'audience publique du 17 mars 1999 :

— ont comparu :

- . Me P. Gérard, avocat à la Cour de cassation, et Me K. Ronse, avocat au barreau de Bruxelles, pour F. Bailly et autres, J. Billiet et autres et L. Balcaen et autres;
- . Me I. Durnez, avocat au barreau de Bruxelles, pour M. Van Bever;
- . Me X. Troch, avocat au barreau de Gand, pour P. Lefranc et K. Maenhout;
- . Me E. Brewaeys, avocat au barreau de Bruxelles, pour S. Luyten;
- . Me P. Peeters, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions attaquées*

Les articles 2, 3 et 4 de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats disposent :

« Art. 2. L'article 259bis du Code judiciaire est complété par un § 6, libellé comme suit :

' § 6. Les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle conservent le bénéfice de leur résultat pendant sept années à compter de la date du procès-verbal de l'examen. '

Art. 3. L'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 est complété comme suit :

' Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. '

Art. 4. ' Mesures transitoires '

Le délai visé à l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

a) pour les candidats qui ont, à cette date, réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code;

b) pour les personnes visées à l'article 21, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 18 juillet 1991, qui sont, à cette date, réputées avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code.

Pour les candidats visés à l'alinéa premier, a), qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne remplissent pas les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du même Code, ce délai prend cours au moment où ils remplissent ces conditions de nomination. »

IV. *En droit*

— A —

Affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle et mémoire en intervention de J. Billiet et autres

Requête

A.1.1. Dans son arrêt n° 53/94, la Cour a considéré qu'il était justifié de dispenser de l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis du Code judiciaire les juges suppléants qui étaient en fonction avant le 1^{er} octobre 1993, les juges suppléants étant assimilables aux juges effectifs, également réputés avoir réussi cet examen.

A.1.2. La loi du 9 juillet 1997 contient trois mesures qui font grief aux juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 : ils voient la présomption irréfragable de réussite de l'examen être ramenée à une présomption temporaire; en outre, durant la période de validité de cette présomption, ils ne peuvent être nommés juge effectif que moyennant un avis favorable et unanime (exigence d'un avis qualifié) et pour autant qu'il n'y ait pas de candidat lauréat, stagiaire ou magistrat effectif bénéficiant d'un avis favorable émis à l'unanimité (règle de préséance de certains concurrents).

Trois moyens sont avancés à l'appui du recours en annulation, le second et le troisième l'étant à titre subsidiaire.

Premier moyen

A.1.3. En limitant à sept ans la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, dont bénéficient les suppléants, l'article 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 supprime sans justification pertinente l'égalité (instaurée par la loi du 6 août 1993 et admise par l'arrêt n° 53/94) entre les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les magistrats effectifs également nommés avant cette date, le bénéfice de la présomption de réussite étant désormais limité pour les premiers alors qu'il ne l'est pas pour les seconds.

A.1.4. En ce qu'elle est motivée par le souci d'aligner le régime des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 sur celui des lauréats actuels de l'examen dont le bénéfice de la réussite est désormais limité à sept ans — les juges suppléants nommés après le 1^{er} octobre 1993 devant également réussir un examen d'aptitude professionnelle pour pouvoir être nommés juge effectif —, la mesure constitue un pas en arrière qui est en soi inconstitutionnel, les motifs qui avaient justifié l'assimilation consacrée par la Cour dans son arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 n'ayant pas disparu. Les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 devaient satisfaire aux mêmes conditions que les juges effectifs pour pouvoir être nommés, en sorte que la présomption de réussite de l'examen consacrée en 1993 ne peut plus être remise en cause, notamment par une limitation *ratione temporis*.

Deuxième moyen

A.1.5. Dans une première branche, l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase (ajoutée par l'article 3 de la loi attaquée), de la loi du 18 juillet 1991 est critiqué en ce qu'il instaure une discrimination entre les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les autres candidats aux fonctions judiciaires en cause, la nomination des seuls premiers étant désormais soumise à un avis favorable et unanime du comité d'avis.

Certes, la nécessité d'un avis favorable peut, sous réserve du premier moyen, se justifier par la grande hétérogénéité des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993. Dans la mesure où l'ensemble de ces juges suppléants peut se trouver en concurrence avec la candidature de quelqu'un qui a réussi l'examen ou terminé le stage, il peut sembler raisonnable, pour assurer la qualité des candidatures de juges suppléants, que toute candidature de l'un d'entre eux recueille un avis favorable du comité d'avis.

En revanche, l'exigence de l'unanimité du comité d'avis, par laquelle on assurerait la même objectivation pour les juges suppléants réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, est excessive en ce qu'elle confère un véritable « droit de veto » à chaque membre du comité d'avis appelé à se prononcer sur la candidature du juge suppléant concerné. Il suffirait d'un seul vote négatif, éventuellement suite à un scrutin secret, pour que la candidature d'un juge suppléant ne soit plus retenue, alors que les motifs de ce vote négatif peuvent être totalement étrangers aux qualités professionnelles du candidat concerné. On n'aperçoit pas de motifs objectifs et raisonnables justifiant de ne pas mettre sur un même pied d'égalité les candidatures de juge suppléant et toute autre candidature.

A.1.6. Dans une seconde branche, la même disposition est critiquée à titre subsidiaire car si même l'on admet que l'exigence d'unanimité assure l'égalité entre les juges suppléants et les lauréats de l'examen ou les stagiaires ayant achevé leur stage (*quod non*), cette exigence crée une discrimination entre juges suppléants et magistrats effectifs, alors que, avant le 1^{er} octobre 1993, les conditions de nomination étaient identiques.

Il convient à cet égard de faire une sous-distinction entre la candidature du magistrat effectif nommé après réussite du concours ou de l'examen, et celle du magistrat effectif nommé sans concours ni examen, c'est-à-dire sur les mêmes bases que celles en vertu desquelles ont été nommés les juges suppléants avant le 1^{er} octobre 1993. Si, s'agissant d'un juge suppléant, l'avis favorable peut être justifié par rapport à la première catégorie de magistrats effectifs, on n'aperçoit en revanche pas de raison de maintenir l'exigence d'unanimité par rapport à la prise en compte de la candidature d'un magistrat effectif, lui aussi nommé sans examen ni concours : s'il existe, à tort ou à raison, un soupçon de politisation, ce soupçon existe pour l'un et pour l'autre.

Troisième moyen

A.1.7. Selon une première branche, l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3 de la loi attaquée, méconnaît l'égalité de présomption de réussite de l'examen d'aptitude dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 (et ce en vertu de l'article 3 de la loi du 6 août 1993, qui a complété l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991), par rapport à tous les autres candidats concurrents, qu'ils aient réussi l'examen ou le concours ou qu'ils soient présumés l'avoir réussi, tels les magistrats effectifs au 1^{er} octobre 1993 : la disposition critiquée confère en effet à ces candidats une préséance vis-à-vis des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, même lorsqu'ils disposent d'un avis favorable et unanime du comité d'avis.

A.1.8. La mesure est disproportionnée en ce qu'elle altère la présomption de réussite de l'examen dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993. Dès lors que le législateur assimile les juges suppléants à des lauréats de l'examen ou à des stagiaires ayant réussi leur concours, par la voie d'une présomption, à l'instar des magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993, il ne peut créer à l'égard des premiers une cause de défaveur qui a pour effet d'empêcher leur nomination comme juge effectif lorsqu'ils sont en compétition avec les seconds.

A.1.9. Dans une seconde branche, la même discrimination est critiquée en ce qu'elle est particulièrement accentuée à l'égard de la candidature d'un magistrat effectif. S'il n'a réussi ni le concours, ni l'examen, parce que ceux-ci n'étaient pas encore requis, celui-ci ne justifie d'aucune qualité supplémentaire par rapport au juge suppléant, si ce n'est d'être un magistrat qui siège de manière plus permanente. Cette seule circonstance de fait ne garantit ni la qualité du travail fourni, ni la « dépolitisation » du candidat. On n'aperçoit pas de motif d'accorder une préséance au magistrat effectif par rapport au juge suppléant nommé avant le 1^{er} octobre 1993 : alors que tous deux sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, cette préséance empêche de tenir compte de la candidature du juge suppléant qui aurait pourtant recueilli un avis unanime et favorable.

Cette règle de préséance se cumule avec l'obligation faite uniquement au juge suppléant de bénéficier d'un avis unanime et favorable du comité d'avis, comme l'a critiqué le moyen précédent.

Mémoire en intervention de S. Luyten (affaire portant le numéro 1343 du rôle)

A.1.10. Le recours introduit dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle, portant sur les articles 3 et 4, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 9 juillet 1997, doit être rejeté.

A.1.11. Le requérant en intervention, nommé juge de paix suppléant depuis 1990, a réussi l'examen d'aptitude professionnelle en juin 1993, a été nommé juge de paix de complément en 1994; il s'était porté candidat à un emploi de juge de paix et avait obtenu un avis favorable du comité d'avis.

La fonction fut conférée à un candidat qui ne disposait pas du certificat d'aptitude professionnelle mais d'une ancienneté apparemment plus grande comme avocat et comme juge de paix suppléant.

Le requérant en intervention a demandé l'annulation de cette nomination au Conseil d'Etat qui, dans une affaire semblable, a admis sa thèse.

A.1.12. Une différence de traitement est la conséquence inévitable d'une modification d'une procédure de nomination et de la limitation des conditions de nomination. La modification législative vise à l'objectivation des nominations dans la magistrature. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont pas violés par cela seul qu'une loi introduise, par la détermination de la date de son entrée en vigueur, une différence de traitement entre ceux qu'elle régit et ceux qu'elle ne régit pas, ni par cela seul qu'elle déjouerait les calculs de ceux qui se fondaient sur le maintien de la loi ancienne. Enfin, les dispositions nouvelles n'interdisent pas aux juges suppléants d'être nommés à une fonction de juge effectif lorsqu'ils obtiennent l'avis unanime et favorable prévu par la disposition en cause.

Mémoires du Conseil des ministres (affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle)

A.1.13. L'article 4, alinéa 1^{er}, b), de la loi attaquée ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution. Les magistrats effectifs et les juges suppléants ne sont pas des catégories comparables. Les juges suppléants sont en effet des avocats et des notaires qui ne siègent comme magistrat que de façon occasionnelle.

A.1.14. Il existe une différence objective entre magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et juges suppléants nommés avant cette date.

La disposition attaquée est une mesure transitoire tempérant un projet initial qui entendait objectiver les nominations dans la magistrature en supprimant la possibilité de nommer un juge suppléant à un emploi du siège. Cette possibilité fut maintenue pour un délai de sept ans analogue à celui prévu pour les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle.

Le législateur a pu raisonnablement estimer qu'un juge suppléant n'est plus intéressé par une fonction de magistrat effectif s'il n'a pas posé sa candidature pendant les sept ans au cours desquels il jouit de la présomption de réussite de l'examen d'aptitude.

Une telle mesure n'est pas disproportionnée puisque les juges suppléants ont, au terme de cette période, la possibilité de participer à cet examen et, eu égard à leur expérience, de le réussir.

La circonstance que la loi nouvelle s'écarte de celle adoptée en 1997 ne suffit pas à établir l'inconstitutionnalité des dispositions attaquées.

A.1.15. L'exigence de l'avis favorable et unanime requis par l'article 3, attaqué, se justifie par la circonstance que les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 (qui, sans la mesure transitoire en cause, auraient perdu la possibilité d'être nommés à un emploi du siège) sont uniquement censés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle avec un résultat favorable, sans avoir effectivement participé à cet examen ou à tout autre examen, contrairement aux autres candidats, alors que, selon certaines déclarations faites lors de l'élaboration de la loi, certains juges suppléants ne sont pas à la hauteur de leur tâche (mémoire introduit dans l'affaire portant le numéro 1343 du rôle); la mesure vise à garantir la dépolitisation et la qualité de la magistrature et elle n'est pas disproportionnée puisque, moyennant l'avis favorable et unanime, elle permet la nomination des intéressés. A supposer qu'il soit décidé que les juges effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les juges suppléants nommés avant cette date constituent des catégories comparables (*quod non*), il existe, on l'a vu, entre eux une différence objective justifiant la mesure attaquée (mémoire introduit dans les affaires portant les numéros 1363, 1369 et 1370 du rôle).

A.1.16. La priorité conférée aux autres candidats se justifie de la même manière.

Mémoires en réponse de F. Bailly et autres (affaire portant le numéro 1343 du rôle) et de L. Balcaen et autres (affaire portant le numéro 1370 du rôle)

A.1.17. Le Conseil des ministres s'emploie aujourd'hui à souligner tout ce qui sépare les magistrats effectifs des magistrats suppléants, alors que tout était fait pour les rapprocher (ainsi les règles disciplinaires et les incompatibilités sont-elles en principe les mêmes) et que la Cour avait admis une assimilation complète entre juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et juges effectifs. L'égalité consacrée antérieurement est rompue alors que, bien avant 1993, les juges suppléants, qui travaillent le plus souvent bénévolement, ont été amenés à véritablement gérer, soit tout un tribunal, notamment certaines « petites justices de paix », soit une chambre d'un tribunal, et ce afin de pallier les absences, maladies ou autres carences de nomination.

A.1.18. Le souci de mettre fin à la « politisation » des nominations dans la magistrature concernait, avant le 1^{er} octobre 1993, tant la nomination de magistrats effectifs que celle de juges suppléants. S'il est sans doute constitutionnellement impossible d'imposer aux magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 de présenter un examen d'aptitude, eu égard à l'article 152 de la Constitution, il apparaît que cette disposition est également applicable aux juges suppléants. Il ne se justifierait de rendre temporaire la présomption dont les intéressés bénéficient que si un soupçon de nomination partisane était établi; or, tel n'est pas le cas puisqu'il a été rendu hommage à leur travail et que d'autres garanties du même ordre existaient déjà, et notamment l'appréciation par le comité d'avis de l'expérience et de la compétence qu'a pu acquérir chaque juge suppléant qui postulerait comme juge effectif par rapport à des personnes qui ont réussi l'examen d'aptitude ou accompli le stage.

S'il est acquis que le législateur peut changer de politique, encore un tel changement ne peut-il être justifié que si des motifs nouveaux sont apparus. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce. Ni la fonction de juge suppléant, ni les qualités de ceux qui avaient été nommés avant 1993 n'ont été modifiées au point que, en 1997-1998, le législateur ait pu, sans méconnaître la Constitution, rompre une égalité qu'il avait choisi d'instaurer en 1991, égalité que la Cour a considérée comme justifiée.

A.1.19. L'exigence de l'avis unanime est injustifiée parce qu'elle vide la présomption de tout son sens. S'il a été décidé que les juges suppléants sont censés avoir réussi l'examen d'aptitude, c'est dans le but de pouvoir les considérer comme des candidats ayant réussi cet examen et non de leur opposer à la première occasion qu'ils sont différents des autres candidats car ils n'ont pas effectivement réussi l'examen. En outre, la circonstance que certains juges suppléants seraient moins efficaces que ce que l'on attend d'eux ne justifie pas de rendre l'accès aux postes de magistrats effectifs plus strict pour l'ensemble de ces juges suppléants que pour tout autre candidat.

L'exigence d'unanimité excède donc la proportionnalité à respecter entre le but poursuivi et les moyens adoptés. S'il s'agit de « faire le tri » entre les candidatures de juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, on ne peut mettre en place un mécanisme qui, par son caractère absolu, porte excessivement atteinte à une présomption de compétence consacrée par le législateur en 1991, même si, en 1997, elle a été réduite dans le temps (cf. premier moyen).

A.1.20. Quant à la règle de préséance instaurée par les dispositions attaquées, il y a lieu de relever, au préalable, que la jurisprudence de la Cour n'exclut nullement qu'un moyen jugé non sérieux soit ultérieurement admis comme fondé, et entraîne l'annulation, en tout ou en partie, de la norme attaquée. L'arrêt n° 90/98 s'est en la matière exprimé avec prudence.

La question de la priorité, certes admise par la Cour dans cet arrêt, mérite sans doute un réexamen, compte tenu de la circonstance particulière, apparue dans les recours en suspension, mais à propos desquels il n'a pas été statué. En effet, le principe de la préséance absolue, consacré à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1997, excède la juste

proportion en ce qu'il permet notamment à un lauréat de l'examen d'aptitude, à un magistrat effectif ou à un stagiaire judiciaire qui ne recueille qu'un avis favorable, de supplanter la candidature d'un juge suppléant qui recueillerait un avis unanime et très favorable. Sous peine de vider la présomption de tout sens, le législateur ne peut créer à l'égard du second une cause de défaveur qui empêcherait sa nomination lorsqu'il est en compétition avec les premiers. Cette discrimination est particulièrement accentuée dans le cas des magistrats effectifs qui n'ont réussi ni le concours ni l'examen et ne justifient donc d'aucune qualité supplémentaire par rapport aux juges suppléants (si ce n'est de siéger de manière permanente, ce qui ne garantit ni la qualité du travail fourni, ni la « dépolitisation » du candidat), en particulier ceux qui ont obtenu un avis très favorable.

Affaire portant le numéro 1363 du rôle

Requête

A.2.1. En tant que juge de paix suppléant nommé en 1989, le requérant justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions en cause.

A.2.2. Le délai de sept ans prévu aux articles 2 et 4 de la loi attaquée crée une discrimination parmi les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 suivant qu'ils sont magistrats effectifs ou magistrats suppléants (l'argumentation développée est analogue à celle présentée *sub* A.1.4). Le principe de la sécurité juridique et de la fiabilité du droit est atteint d'une manière discriminatoire puisque le requérant a pu se fonder sur le caractère organique et non transitoire de l'article 21 de la loi du 18 juillet 1991 et des articles 259*bis* et 259*quater* du Code judiciaire. Un droit définitivement acquis ne peut être retiré. A supposer, comme le font sans fondement les travaux préparatoires de la loi attaquée, que tous les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 ont bénéficié de nominations politiques, une telle supposition devrait également être faite pour les magistrats effectifs nommés avant cette date aux mêmes conditions.

A.2.3. Le même délai crée une discrimination parmi les juges suppléants, au détriment de ceux nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, vis-à-vis de ceux nommés après l'entrée en vigueur de cette loi, alors qu'il s'agit de catégories comparables : la nomination des uns et des autres est subordonnée aux mêmes conditions, avec cette réserve que la seconde catégorie n'est même pas présumée avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

Le Conseil des ministres affirme en effet dans le mémoire qu'il a introduit dans les affaires portant les numéros 1291 et suivants du rôle que ces juges suppléants doivent être considérés comme magistrats. Ces affaires, dans lesquelles le requérant est également demandeur en annulation, portent sur une nouvelle catégorie de juges suppléants, à savoir les conseillers suppléants (loi du 9 juillet 1997); or, ceux-ci, nommés après vingt ans d'activité comme magistrat ou comme professeur, sont réputés magistrats et peuvent ensuite être nommés sans limite de temps (comme les juges suppléants nommés après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991) aux fonctions auxquelles le requérant n'aura accès que pendant sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi attaquée. Ceci n'est absolument pas logique. Eu égard à l'objectif poursuivi par le législateur, ce n'est pas justifié.

Même si la loi était interprétée comme limitant à sept ans le bénéfice de la présomption dont jouissent les magistrats effectifs nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, une discrimination à l'égard du requérant subsisterait vis-à-vis des juges suppléants qui ont été nommés après cette date et auxquels le délai de sept ans n'est pas imposé étant donné qu'ils n'ont pas participé à l'examen d'aptitude, ne sont pas présumés l'avoir réussi et ne peuvent donc perdre le bénéfice de leur résultat.

A.2.4. La règle de priorité et la condition de l'avis unanime et favorable du comité d'avis, prévues à l'article 3 de la loi attaquée, créent également une discrimination entre les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, d'une part, et les juges suppléants nommés après cette date et les juges effectifs nommés avant cette date, d'autre part. Il n'existe ni critère objectif ni justification raisonnable expliquant cette priorité.

Mémoire du Conseil des ministres

A.2.5. La première discrimination dénoncée par le requérant appelle la même réponse que celle donnée dans les affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle.

Quant à la seconde, il existe une différence objective, justifiant la mesure attaquée, entre juges suppléants suivant qu'ils ont été nommés avant ou après le 1^{er} octobre 1993 : la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, aujourd'hui limitée à une durée de sept ans, a été accordée à ceux qui ont été nommés avant cette date, les autres ne pouvant être nommés que moyennant la réussite de cet examen (arrêt n° 53/94 de la Cour); aucun délai n'est prévu pour eux, étant entendu que leur nomination est subordonnée à l'examen.

A.2.6. Le grief que le requérant tire d'une comparaison entre les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, auxquels s'applique le délai de sept ans critiqué, et les conseillers suppléants, pour lesquels aucun délai n'a été prévu, manque en droit car les conseillers suppléants ne bénéficient pas, contrairement à ce que pense le requérant, de la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle; leur nomination à une fonction de magistrat effectif est dès lors subordonnée à la réussite de celui-ci et le bénéfice de cette réussite est limité à sept ans.

A.2.7. Le grief formulé par le requérant à l'égard de l'article 3 de la loi attaquée appelle la même réponse que celle donnée dans les affaires portant les numéros 1343 et 1370 du rôle.

Mémoire en réponse de M. Van Bever

A.2.8. Le Conseil des ministres conçoit la notion de « magistrat » de manière différente dans la présente affaire et dans les affaires portant les numéros 1291 à 1293 du rôle; une jonction s'impose par conséquent.

A.2.9. La circonstance, irrelevante, que la plupart des juges suppléants sont des avocats et des notaires qui ne siègent comme magistrat que de manière occasionnelle ne permet pas de nier que les juges effectifs et les juges suppléants, les uns et les autres en fonction lors de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, constituent des catégories comparables.

Si l'on estime qu'un juge suppléant se désintéresse d'une nomination comme juge effectif lorsqu'il ne se porte pas candidat à une telle fonction pendant la durée de sept ans pendant laquelle il bénéficie de la présomption de réussite de l'examen, l'on doit raisonnablement admettre qu'il en va de même pour le juge au tribunal de première instance qui, pendant la même période, ne pose pas sa candidature à la cour d'appel. Le souci de mettre fin aux nominations politiques devrait en outre se manifester dans les deux hypothèses. Enfin, s'il est vrai que l'examen d'aptitude ne constituera pas un obstacle pour le juge suppléant habitué à rendre des jugements, l'on doit admettre qu'il en ira de même pour le juge effectif.

A.2.10. Dans son mémoire, le Conseil des ministres revient sur la position qu'il a défendue dans le mémoire introduit dans les affaires portant les numéros 1291, 1292 et 1293 du rôle et selon laquelle le magistrat suppléant nommé après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 devrait être considéré comme un magistrat au sens de la loi du

9 juillet 1997. La sécurité juridique n'est plus garantie et ces affirmations contradictoires, de même que celles relatives aux conseillers suppléants qui seraient tenus de participer à l'examen d'aptitude professionnelle, rendent nécessaire la jonction de cette affaire aux affaires portant les numéros 1291, 1292 et 1293 du rôle.

A.2.11. L'exigence de l'avis unanime et favorable prévu par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1997 ne se justifie pas parce qu'en étant présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 sont assimilés aux personnes qui ont effectivement réussi cet examen. De plus, une possibilité de nomination pour un juge suppléant est pratiquement inexistante puisqu'un seul avis défavorable suffit pour anéantir ses chances.

Affaire portant le numéro 1369 du rôle

Requête

A.3.1. Les requérants sont avocats, ont obtenu le 14 juin 1993 et le 17 mars 1995 respectivement le certificat d'aptitude professionnelle requis pour l'exercice de fonctions judiciaires et ont été nommés respectivement le 14 mars 1996 et le 28 mars 1995 juge de paix suppléant et juge suppléant au tribunal de première instance. Ils peuvent — ou pourront à brève échéance — se porter candidats à différentes fonctions de la magistrature assise et du ministère public et justifient donc de l'intérêt requis à demander l'annulation des dispositions attaquées.

A.3.2. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que l'article 4, alinéa 1^{er}, a), et dernier alinéa, de la loi attaquée limite, pour les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, le bénéfice (jusqu'ici valable sans limitation de temps) de leur réussite à une durée de sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi ou, pour les candidats qui à cette date ne satisfaisaient pas aux conditions de nomination visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, à compter de la date à laquelle ils satisfont à ces conditions. En limitant de manière rétroactive la durée de validité de la réussite de l'examen, la loi attaquée crée une différence de traitement entre ceux qui ont réussi l'examen et ceux qui sont présumés l'avoir réussi, en ce que la situation de ces derniers, visés à l'article 21, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5 (jadis alinéas 1^{er} et 3), de la loi du 18 juillet 1991, est inchangée puisqu'ils conservent, sans limitation de durée, le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen. La législation antérieure assimilait pourtant les uns aux autres, comme elle assimilait les personnes visées à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, à celles visées à l'alinéa 2 de cette disposition (c'est donc à bon droit que l'annulation de l'article 4, alinéa 1^{er}, b), de la loi est demandée, sur la base de l'arrêt n° 53/94 de la Cour).

A.3.3. La nouvelle loi traite de manière identique, sans justification, ceux qui ont, à ce jour, réussi l'examen d'aptitude professionnelle et ceux qui le réussiront dans le futur, alors qu'ils se trouvent dans une situation essentiellement différente et qu'il est inhérent à une nouvelle législation qu'une différence de traitement existe entre ceux qui, sous l'empire de la législation ancienne, pouvaient se prévaloir d'une situation acquise (la réussite de l'examen en cause) et ceux auxquels (n'ayant pas encore réussi cet examen) la nouvelle législation s'appliquera (article 259, § 6, du Code judiciaire).

A.3.4. Le moyen par lequel le législateur entend que les lauréats de l'examen occupent rapidement un emploi de magistrat effectif (la limitation soudaine à sept ans de la durée du bénéfice de la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, tant pour ceux qui ont obtenu le certificat que pour ceux qui doivent encore l'obtenir) est un moyen disproportionné dès lors que l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire ne requiert pas de ceux qui participent à l'examen qu'ils satisfassent à la condition légale liée à l'expérience professionnelle, que le certificat ne confère pas le droit d'être nommé à une fonction de magistrat, qu'il est porté atteinte excessive aux droits acquis de ceux qui ont obtenu ce certificat et que le délai de validité du certificat déjà obtenu diffère selon que celui qui en est titulaire satisfait ou non aux conditions de nomination visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire.

Mémoire du Conseil des ministres

A.3.5. En traitant de manière identique les actuels lauréats et les futurs lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, la loi attaquée entend éviter que les éventuels candidats prennent une sorte d'assurance sur la vie. Comme pour les juges suppléants, le législateur a estimé que l'expiration d'un délai de sept ans indiquait que le candidat avait perdu son intérêt à une nomination en qualité de magistrat effectif. La durée de sept ans donne à ce délai un caractère raisonnable.

A.3.6. Les requérants affirment à tort que la loi attaquée est une loi rétroactive : elle a un effet immédiat et introduit une nouvelle disposition applicable aux lauréats de l'examen, sans porter atteinte aux situations acquises : les requérants n'ont en effet pas encore été nommés magistrats effectifs et n'avaient acquis aucun droit subjectif à une telle nomination. Ce régime est conforme aux principes généraux relatifs à la limitation dans le temps de rapports juridiques qui, antérieurement, n'étaient pas limités dans le temps et à la réduction des délais de prescription.

Mémoire en réponse de P. Lefranc et K. Maenhout

A.3.7. Le Conseil des ministres ne répond pas au grief tiré de ce que la loi attaquée crée une différence de traitement entre ceux qui ont réussi l'examen et ceux qui sont présumés l'avoir réussi et qui conservent, sans limitation de durée, le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen. L'on ne voit pas pourquoi le lauréat serait soudainement privé du bénéfice de sa réussite — en ayant, par hypothèse, exercé pendant des années une fonction de juge suppléant et suivi la formation professionnelle des magistrats — alors que le magistrat effectif nommé avant l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 — mais n'ayant ni acquis expérience professionnelle ni suivi de formation professionnelle — conserverait sans limite de temps le bénéfice de la présomption de réussite de l'examen.

A.3.8. La perte d'intérêt pour les fonctions en cause qui, selon le Conseil des ministres, justifierait l'identité de traitement entre lauréats auxquels l'ancien système était applicable (certificat valable sans limitation de durée) et futurs lauréats soumis au nouveau régime (certificat valable pour une période déterminée) n'est pas une justification adéquate car les requérants ont réussi — et ne sont pas présumés avoir réussi — l'examen d'aptitude professionnelle à une époque où cet examen était déjà requis pour mettre fin aux nominations politiques. Le certificat en cause n'est pas une sorte d'assurance sur l'avenir puisque les requérants ont démontré leur intérêt en obtenant une nomination de magistrat suppléant (non rémunéré), en exerçant effectivement cette fonction et en participant à la formation professionnelle des magistrats. La durée de sept ans retenue pour les magistrats suppléants a été arbitrairement retenue pour la catégorie à laquelle appartiennent les requérants.

A.3.9. S'il est vrai que le législateur peut changer de politique, il reste que le choix du législateur de 1997 reste identique à celui fait en 1991 : l'objectivation des nominations dans la magistrature.

A.3.10. Les dispositions attaquées portent atteinte à une situation accomplie sous l'empire de la loi ancienne, à savoir une situation juridique acquise dans laquelle les requérants détenaient un titre, dont la validité n'était pas limitée dans le temps et selon lequel ils satisfaisaient à l'une des conditions de nomination comme magistrat effectif. L'effet rétroactif consiste en ce que ce titre n'a aujourd'hui qu'une durée de validité limitée. Les circonstances exceptionnelles et le caractère indispensable de la mesure requis pour justifier son caractère rétroactif ne sont pas indiqués.

— B —

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. La loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats a subordonné, à compter du 1^{er} octobre 1993, la nomination des magistrats à un stage judiciaire précédé d'un concours ou à la réussite d'un examen d'aptitude professionnelle, dont, en vertu de l'article 2 attaqué de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de ladite loi du 18 juillet 1991, la validité est désormais limitée à sept ans à compter de la date du procès-verbal de l'examen.

B.1.2. L'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991 précitée, dans la rédaction qui lui a été donnée par la loi du 1^{er} décembre 1994 relative à la formation et au recrutement des magistrats, dispose :

« Les magistrats en fonction au jour de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, et les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire défini à l'article 259quater du Code judiciaire, inséré par l'article 20 de la présente loi et sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, prévu par l'article 259bis du même Code.

Les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du même Code. »

B.1.3. L'alinéa 2, dans la version que lui avait donnée la loi du 6 août 1993 « modifiant les articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complétant l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats » et selon laquelle « les juges suppléants et les juges suppléants auxquels démission honorable a été accordée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire », fut annulé par l'arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 en tant qu'il s'appliquait aux juges suppléants nommés après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, à savoir à partir du 1^{er} octobre 1993.

B.1.4. L'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 complète l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, précité et y ajoute un troisième alinéa, afin de subordonner à deux conditions la prise en considération, pour une nomination à certaines fonctions judiciaires, de la candidature des juges suppléants. Les nouvelles dispositions énoncent :

« Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. »

B.1.5. L'article 4, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 dispose :

« Art. 4. ' Mesures transitoires ' »

Le délai visé à l'article 259bis, § 6, du Code judiciaire prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

a) pour les candidats qui ont, à cette date, réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code;

b) pour les personnes visées à l'article 21, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 18 juillet 1991, qui sont, à cette date, réputées avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259bis, § 4, du même Code.

Pour les candidats visés à l'alinéa premier, a), qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne remplissent pas les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du même Code, ce délai prend cours au moment où ils remplissent ces conditions de nomination. »

Par analogie avec la disposition limitant à sept ans le bénéfice de la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle (B.1.1), cette disposition limite ainsi à sept ans :

— à compter du 11 janvier 1998, date d'entrée en vigueur de la loi, la durée pendant laquelle les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 sont réputés avoir réussi cet examen (article 4, alinéa 1^{er}, b));

— à compter du 11 janvier 1998 ou de la date à laquelle ils remplissent les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, la durée pendant laquelle les candidats qui avaient réussi, à la date d'entrée en vigueur de la loi, l'examen d'aptitude professionnelle conservent le bénéfice de la réussite de cet examen (article 4, alinéa 1^{er}, a), et alinéa 2).

Quant à l'étendue des recours

B.2. Les requérants demandent l'annulation, en tout ou en partie, des articles 3 et 4, ou du seul article 4, de la loi du 9 juillet 1997. Le requérant dans l'affaire portant le numéro 1363 du rôle demande en outre l'annulation de l'article 2 de la même loi. La requête ne contient cependant aucun élément indiquant en quoi cette disposition violerait les normes dont la Cour assure le respect.

La Cour limite donc son examen aux articles 3 et 4 de la loi attaquée.

Quant aux conditions de nomination des juges suppléants à une fonction de magistrat effectif (articles 3 et 4, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 9 juillet 1997)

B.3.1. Les requérants dans les affaires portant les numéros 1343, 1363 et 1370 du rôle font grief à l'article 4, alinéa 1^{er}, b), d'établir sans justification une différence de traitement entre les magistrats nommés avant le 1^{er} octobre 1993 selon qu'ils sont juges effectifs ou juges suppléants, en limitant à sept ans, à compter du 11 janvier 1998, la durée pendant laquelle les seconds sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle alors qu'aucun délai n'est fixé pour les premiers et que la loi du 6 août 1993 a, entre les uns et les autres, établi à cet égard une assimilation que la Cour, en son arrêt n° 53/94, n'a pas jugée inconstitutionnelle.

B.3.2. Ces requérants font également grief à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991, complété par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997, d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, dont la candidature à une nomination de magistrat effectif ne peut être prise en considération par le ministre de la Justice que si cette candidature a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis institué en vertu de l'article 259ter du Code judiciaire et, d'autre part, les autres candidats, pour lesquels un tel avis n'est pas requis; la différence de traitement leur paraît d'autant plus critiquable que parmi ces candidats figurent des magistrats effectifs dont la nomination, avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1^{er} octobre 1993), se faisait aux mêmes conditions que celle des juges suppléants et n'était pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.

Le développement du moyen fait apparaître qu'est seule critiquée l'exigence de l'unanimité du comité d'avis.

B.3.3. Les mêmes requérants font enfin grief à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997, d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et, d'autre part, les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, les candidats qui ont terminé le stage judiciaire et les magistrats effectifs, en ce que, quand la candidature de ces personnes à une fonction de magistrat effectif a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis, cette candidature empêche le ministre de la Justice de prendre en considération la candidature desdits juges suppléants à cette même fonction, alors que ceux-ci bénéficient d'une présomption de réussite de l'examen et qu'avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, les conditions de nomination à une fonction de magistrat effectif étaient identiques pour les magistrats effectifs et pour les juges suppléants nommés sans concours ni examen avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1^{er} octobre 1993).

B.4.1. En adoptant la loi du 18 juillet 1991, le législateur entendait organiser un recrutement des magistrats sur des bases objectives et mettre fin à la « grave suspicion » pesant sur une procédure de nomination qui « repose prioritairement sur des considérations politiques » (*Doc. parl.*, Sénat, 1989-1990, n° 974-1, pp. 2 et 3), tout en prévoyant un régime transitoire.

B.4.2. Le nouveau régime transitoire que les requérants critiquent procède de l'idée que, depuis l'adoption de la loi du 18 juillet 1991, les mentalités ont évolué, et de la constatation que de nombreux candidats ont entre-temps réussi l'examen d'aptitude professionnelle, auquel les juges suppléants peuvent aussi se présenter (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, p. 28). L'amendement qui a abouti à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, fut justifié en ces termes :

« — la nomination de juges suppléants constitue en principe une injustice à l'égard de ceux qui se sont soumis à un examen et ont ainsi fait preuve de leur aptitude;

— la nomination de suppléants va à l'encontre de la logique du système pour les premières nominations de magistrats, système qui repose sur deux piliers : d'une part, une certaine expérience professionnelle, soit comme avocat, soit comme titulaire d'une autre fonction juridique, soit comme stagiaire judiciaire, et, d'autre part, une aptitude prouvée par un examen devant le collège de recrutement. En cas de nomination d'un juge suppléant, un de ces piliers disparaît et le système perd dès lors sa cohérence;

— l'examen ne devrait poser aucun problème aux juges suppléants *compétents*; au contraire, ils sont favorisés par rapport aux autres candidats, étant donné qu'ils ont une expérience en matière de rédaction de jugements.

Le seul argument rationnel permettant encore de justifier la nomination de juges suppléants pendant une période transitoire limitée est de nature pratique, à savoir la crainte — pratiquement sans fondement — que, pendant les premières années, aucun lauréat de l'examen ou aucun stagiaire judiciaire ne postule certaines fonctions vacantes » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/5, p. 2).

Par ailleurs, il a été soutenu que le nouveau système « a été mis au point parce que la réserve des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 est toujours considérée comme une échappatoire pour des nominations politiques » et que la modification introduite « apporte la certitude que l'on n'en abusera pas pendant la période transitoire de 7 ans où la réserve subsistera » (*Doc. parl.*, Sénat, 1996-1997, n° 1-544/3, p. 12).

B.4.3. Il y a lieu d'observer au préalable qu'en ce qu'ils procèdent d'une comparaison des juges suppléants avec les magistrats effectifs, les griefs ne tiennent pas compte de ce que, pour les premiers, ce qui est en jeu est une première nomination au titre de magistrat effectif et, pour les seconds, une nouvelle nomination dans cette même qualité. Par ailleurs, en ce que le requérant dans l'affaire inscrite sous le numéro 1363 du rôle compare les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les juges suppléants nommés après cette date en affirmant que les seconds « ne sont même pas présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle », ses griefs sont dépourvus de pertinence : la nomination d'un juge suppléant nommé après le 1^{er} octobre 1993 à une fonction de magistrat effectif est en effet subordonnée aux conditions générales d'accomplissement d'un stage, après concours d'admission, ou de réussite d'un examen d'aptitude professionnelle. Il en va de même des conseillers suppléants auxquels le requérant fait également référence.

B.5.1. Le législateur a revu le régime transitoire dans un sens restrictif. La présomption de réussite de l'examen accordée pendant sept ans aux juges suppléants nommés avant une certaine date ne leur permet plus d'être nommés lorsqu'ils sont en compétition avec d'autres catégories de candidats, sauf dans le cas où ces juges suppléants sont les seuls candidats sur lesquels un avis favorable unanime a été émis.

B.5.2. Sans aller jusqu'à subordonner, dès à présent, la nomination de tout juge suppléant à une fonction de magistrat effectif à la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, le législateur a pris une mesure qui n'est pas dépourvue de justification au regard de l'objectif qu'il poursuit,

— d'une part, en conférant une priorité, soit à ceux qui ont réussi cet examen, soit à ceux, magistrats effectifs — fussent-ils nommés avant le 1^{er} octobre 1993 — et stagiaires judiciaires, dont l'expérience professionnelle est normalement à considérer comme plus grande que celle de magistrats qui, même s'ils obtiennent un avis très favorable, n'exercent qu'à titre supplétif et, en règle générale, occasionnellement, l'activité professionnelle qui en est la source; le législateur a pu avoir égard aussi à la différence des perspectives de carrière dans lesquelles avait été acquise la qualité de magistrat effectif ou celle de juge suppléant;

— d'autre part, en limitant à sept ans la durée pendant laquelle les juges suppléants sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle; l'on met ainsi fin, à terme, à la possibilité de nommer à une fonction de magistrat effectif des juges suppléants qui sont présumés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle.

La disposition attaquée permet certes, au-delà de ce délai, de nommer à de telles fonctions des magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et bénéficiant dès lors de la même présomption. Mais, au regard des autres objectifs poursuivis par le législateur, en particulier celui d'éviter que des fonctions vacantes ne restent trop longtemps privées de titulaires (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, pp. 5 et 14), il peut être admis que ces magistrats se trouvent dans une situation toute différente de celle des magistrats suppléants, puisqu'ils occupent déjà une fonction de magistrat effectif. Par ailleurs, le législateur a pu considérer qu'un juge suppléant qui, pendant sept ans, ne pose pas sa candidature à une fonction de magistrat effectif, ou n'y est pas nommé, n'établit ni l'intérêt qu'il porte à une telle fonction ni les qualités requises pour l'obtenir.

B.5.3. Certes, le régime transitoire attaqué est critiqué moins en lui-même qu'en ce qu'il restreint les possibilités de nomination offertes, sans exiger d'examen d'aptitude, aux juges suppléants par le régime transitoire antérieur. Cependant, les dispositions constitutionnelles invoquées ne s'opposent pas à ce qu'un législateur renonce à une option initiale pour en prendre une autre. Les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination ne sont pas violés pour la seule raison qu'une nouvelle disposition déjouerait les projets de ceux qui avaient pu compter sur le maintien d'une réglementation antérieure.

B.5.4. L'exigence de l'unanimité (visée à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991) à laquelle doit être émis l'avis favorable du comité d'avis et qui conditionne la nomination d'un juge suppléant à un emploi de magistrat constitue en revanche une mesure qui n'est ni pertinente, ni proportionnée à l'objectif poursuivi.

Au contraire de celle d'un avis favorable ou très favorable, l'exigence de l'unanimité ne confère pas en effet, quant aux qualités professionnelles des personnes nommées, une garantie qui justifie le risque créé en conférant à chacun des membres du comité d'avis un pouvoir de veto.

B.5.5. En revanche, ne comporte pas un tel risque, la restriction aux exceptions consenties aux nouvelles règles, que le législateur a introduite en écartant la candidature de juges suppléants ayant eux-mêmes obtenu un avis favorable, lorsque l'avis favorable dont bénéficient les autres candidats visés à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi est unanime.

Quant aux conditions de nomination à une fonction de magistrat effectif des candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle (article 4, alinéa 1^{er}, a), et alinéa 2, de la loi du 9 juillet 1997)

B.6.1. Les requérants dans l'affaire portant le numéro 1369 du rôle font grief à l'article 4, alinéa 1^{er}, a), et alinéa 2, d'établir sans justification une différence de traitement entre magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et candidats ayant réussi l'examen d'aptitude professionnelle à la date d'entrée en vigueur de la loi attaquée (11 janvier 1998) en limitant pour ces derniers le bénéfice de la réussite de l'examen à une durée de sept ans prenant cours soit le 11 janvier 1998, soit, si le candidat ne remplit pas à cette date les conditions de nomination prévues à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, à la date à laquelle il les remplit, alors que le bénéfice de la présomption dont jouissent les magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993 n'est pas limité dans le temps. De plus, une identité de traitement critiquable serait ainsi créée entre les candidats ayant réussi cet examen avant l'entrée en vigueur de la loi (article 4) et ceux qui le réussiraient après (article 2), privant les premiers, de manière rétroactive et discriminatoire, du bénéfice d'une situation acquise.

B.6.2. Il apparaît de l'économie générale des dispositions relatives à la nomination des magistrats effectifs que le législateur entend réserver une priorité aux lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle et aux stagiaires judiciaires. La limitation dans le temps de la validité du résultat de cet examen — par une mesure qui, contrairement à ce que soutiennent les requérants, n'est pas rétroactive mais d'application immédiate et qui, par ailleurs, est analogue à celle que la loi du 16 juillet 1996 a inscrite dans l'article 259^{quater}, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire en prévoyant que les lauréats du concours d'admission au stage judiciaire doivent être nommés dans un délai de trois ans après la clôture de l'examen — répond cependant à deux objectifs particuliers.

Le législateur a considéré qu'une limite dans le temps de la validité du résultat de l'examen permettait d'éviter, d'une part, que soient nommés des lauréats risquant de ne plus répondre aux exigences, lesquelles peuvent évoluer au fil du temps (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/4, p. 2, et n° 730/6, p. 14) et, d'autre part, que des fonctions vacantes, jugées sans attrait par les candidats, restent trop longtemps privées de titulaire (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, pp. 5 et 14).

Le législateur a manifesté ce souci vis-à-vis des futurs lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, à compter de l'entrée en vigueur de la loi (article 2); il peut, de même, le manifester légitimement vis-à-vis de ceux qui le sont déjà (article 4, alinéa 1^{er}, a), et alinéa 2). Au regard des dispositions attaquées, les magistrats effectifs, fussent-ils nommés avant le 1^{er} octobre 1993, ne se trouvent pas, en revanche, dans une situation telle qu'un même souci ait à s'exprimer puisqu'ils occupent et exercent effectivement la fonction à laquelle ils ont été nommés.

B.6.3. Les griefs émis par les requérants dans l'affaire portant le numéro 1369 du rôle et relatifs à une différence de traitement, quant à la durée de validité du certificat déjà obtenu, entre lauréats suivant le moment auquel ils satisfont aux conditions visées à l'article 191, § 2, du Code judiciaire, ne sont pas fondés. L'article 4, alinéa 2, de la loi attaquée procède en effet du souci d'offrir les mêmes chances à tous les lauréats, quel que soit le moment où ils remplissent toutes les conditions.

Par ces motifs,
la Cour

— annule, dans l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, complété par l'article 3 de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259^{bis} du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991, les mots « et unanime »;

— rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 26 mai 1999.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 2329

[C — 99/21294]

Arrest nr. 56/99 van 26 mei 1999

Rolnummers 1343, 1363, 1369 en 1370

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 2, 3 en 4, eerste lid, a), en tweede lid, b), van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, ingesteld door F. Bailly en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

A. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 mei 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 juni 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 4, b), van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1998), door F. Bailly, wonende te 6900 Marche, Pré du

Chanoine 28, J.-L. Binon, wonende te 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, wonende te 1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, wonende te 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wonende te 1180 Brussel, d'Orbaixlaan 16, A. Colmant, wonende te 7000 Bergen, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, wonende te 1390 Graven, place Hallaux 3, J.-L. Demoisly, wonende te 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, wonende te 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, wonende te 4300 Borgworm, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, wonende te 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, wonende te 5000 Namen, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, wonende te 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, wonende te 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, wonende te 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, wonende te 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, wonende te 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, wonende te 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, wonende te 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, wonende te 1470 Genepiën, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, wonende te 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, wonende te 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, wonende te 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, wonende te 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, wonende te 6001 Charleroi, Sixième Avenue 29, J. Olejnik, wonende te 4500 Hoei, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, wonende te 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, wonende te 5000 Namen, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, wonende te 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, wonende te 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, wonende te 7500 Doornik, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, wonende te 7850 Edingen, Brusselsesteenweg 94, P. Roche, wonende te 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, wonende te 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert Ier 35, P. Valvekens, wonende te 1050 Brussel, Marie-Joséplein 6, bus 36, C. Van Damme, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, L. Van Malcot, wonende te 5060 Sambreville, rue Vignerol 19, J. Vandenheuvel, wonende te 1210 Brussel, Rotterdamstraat 44, A. Willame, wonende te 4500 Hoei, rue Armand Foncoux 6, en B. Zimmermann, wonende te 4830 Limburg, Halloux 20.

De vordering tot schorsing van dezelfde wettelijke bepalingen, ingesteld door L. Désir en B. Servais, is verworpen bij het arrest nr. 90/98 van 15 juli 1998, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 oktober 1998.

B. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 26 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 juni 1998, heeft M. Van Bever, wonende te 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3 en 4, b), van voormelde wet van 9 juli 1997.

C. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 1998, hebben P. Lefranc, wonende te 9040 Gent, Adolf Bayensstraat 81, en K. Maenhout, wonende te 2600 Antwerpen, Justitiestraat 26, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 4, eerste lid, a), en laatste lid, van voormelde wet van 9 juli 1997.

D. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 juli 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3 en 4, b), van voormelde wet van 9 juli 1997, door L. Balcaen, wonende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeussen, wonende te 2000 Antwerpen, Stoopstraat 1, T. Beele, wonende te 9000 Gent, Leopoldplein 35, bus 1, P. Berben, wonende te 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, wonende te 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, wonende te 2018 Antwerpen, Van Eycklei 45, A. Burm, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, H. Buyse, wonende te 1170 Brussel, Van Becelaerelaan 26B, bus 1, T. Byvoet, wonende te 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, bus 1, M. Callant, wonende te 9000 Gent, Voldersstraat 42, F. Carsau, wonende te 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, wonende te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, wonende te 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, wonende te 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, wonende te 9000 Gent, Belfortstraat 43, M. De Cramer, wonende te 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, wonende te 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, wonende te 9000 Gent, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, wonende te 8000 Brugge, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, wonende te 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, wonende te 1620 Drogenbos, Kerkstraat 38, H. D'hoë, wonende te 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, wonende te 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, wonende te 2000 Antwerpen, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, wonende te 1040 Brussel, Pater de Dekenstraat 9, R. Feremans, wonende te 2800 Mechelen, Louisastraat 23, E. Flammée, wonende te 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, wonende te 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, wonende te 8630 Veurne, Zuidstraat 39, X. Gielen, wonende te 3500 Hasselt, Van Dijcklaan 15, C. Goris, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, wonende te 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, wonende te 3500 Hasselt, Lombardstraat 22-24, J. Haentjens, wonende te 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, wonende te 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, wonende te 8630 Veurne, Zuidstraat 39, M. Heymans, wonende te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, wonende te 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, wonende te 8500 Kortrijk, Roggelaan 15, A. Leleux, wonende te 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, wonende te 9300 Aalst, Majoor Claserstraat 8, A. Lust, wonende te 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, wonende te 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, wonende te 2018 Antwerpen, Hemelstraat 36, B. Mailleux, wonende te 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, wonende te 9040 Sint-Amansberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, wonende te 8000 Brugge, Leopold I-laan 69, D. Matthys, wonende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, wonende te 2500 Lier, Donk 54, V. Mercelis, wonende te 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, wonende te 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, wonende te 3300 Tienen, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, wonende te 9200 Dendermonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, wonende te 9000 Gent, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 6, bus 8, R. Pockelé-Dillens, wonende te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, wonende te 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, wonende te 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, wonende te 9000 Gent, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, wonende te 9000 Gent, François Laurentplein 1, P. Smits, wonende te 2800 Mechelen, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, wonende te 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, wonende te 9000 Gent, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, wonende te 9000 Gent, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, wonende te 8400 Oostende, Prinsenaan 36, L. Vanderputte, wonende te 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, wonende te 9700 Oudenaarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, wonende te 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, wonende te 2018 Antwerpen, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, wonende te 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, wonende te 9000 Gent, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, wonende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, wonende te 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222, K. Verstele, wonende te 8630 Veurne, Noordstraat 28, J. Veys, wonende te 9000 Gent, Forelstraat 98, en M. Witters, wonende te 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Die zaken zijn ingeschreven respectievelijk onder de nummers 1343, 1363, 1369 en 1370 van de rol van het Hof.

II. De rechtspleging

a) In de zaak met rolnummer 1343

Bij beschikking van 2 juni 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 18 juni 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1998.

b) *In de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370*

Bij beschikkingen van 29 juni 1998 en 1 juli 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 26 augustus 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1998.

c) *In alle zaken*

Bij beschikking van 8 juli 1998 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Memories zijn ingediend door :

— S. Luyten, wonende te 2610 Wilrijk, Steytelinckstraat 26, bij op 16 juli 1998 ter post aangetekende brief;
 — J. Billiet, wonende te 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, wonende te 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, wonende te 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, wonende te 7500 Doornik, rue Vauban 54, D. Rémy, wonende te 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, wonende te 6600 Bastenaken, Isle-Le-Pré, en A. Thirifays, wonende te 4800 Verviers, rue du Palais 30, bij op 22 juli 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 24 juli 1998 ter post aangetekende brief (in de zaak met rolnummer 1343) en bij op 9 oktober 1998 ter post aangetekende brief (in de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370).

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 oktober 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— M. Van Bever, bij op 19 november 1998 ter post aangetekende brief;
 — F. Bailly en anderen, bij op 20 november 1998 ter post aangetekende brief;
 — P. Lefranc en K. Maenhout, bij op 23 november 1998 ter post aangetekende brief;
 — L. Balcaen en anderen, bij op 23 november 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 29 oktober 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 29 mei 1999.

Bij beschikking van 10 februari 1999 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 maart 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 februari 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 maart 1999 :

— zijn verschenen :

. Mr. P. Gérard, advocaat bij het Hof van Cassatie, en Mr. K. Ronse, advocaat bij de balie te Brussel, voor F. Bailly en anderen, J. Billiet en anderen en L. Balcaen en anderen;

. Mr. I. Durnez, advocaat bij de balie te Brussel, voor M. Van Bever;

. Mr. X. Troch, advocaat bij de balie te Gent, voor P. Lefranc en K. Maenhout;

. Mr. E. Brewaeys, advocaat bij de balie te Brussel, voor S. Luyten;

. Mr. P. Peeters, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de aangevochten bepalingen*

De artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259bis van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten bepalen :

« Art. 2. Artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

' § 6. De geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid behouden het voordeel van hun uitslag gedurende zeven jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het examen. '

Art. 3. Artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 wordt aangevuld als volgt :

' Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. '

Art. 4. ' Overgangsmaatregelen '

De termijn bedoeld in artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek begint te lopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet :

a) voor de kandidaten die op dat ogenblik geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek;

b) voor de personen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 18 juli 1991, die op dat ogenblik geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek.

Voor de kandidaten bedoeld in het eerste lid, a), die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet niet voldoen aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van hetzelfde Wetboek, vangt deze termijn aan op het ogenblik waarop zij aan deze benoemingsvoorwaarden voldoen. »

IV. *In rechte*

— A —

*Zaken met rolnummers 1343 en 1370 en memorie van tussenkomst van J. Billiet en anderen**Verzoekschrift*

A.1.1. In zijn arrest nr. 53/94 heeft het Hof geoordeeld dat het verantwoord was de plaatsvervangende rechters die in dienst waren vóór 1 oktober 1993 vrij te stellen van het in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, aangezien de plaatsvervangende rechters konden worden gelijkgesteld met de werkende rechters, die ook geacht werden voor dat examen te zijn geslaagd.

A.1.2. De wet van 9 juli 1997 bevat drie maatregelen waartegen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, bezwaar hebben : zij zien het onweerlegbare vermoeden geslaagd te zijn voor het examen teruggebracht tot een tijdelijk vermoeden; tijdens de periode gedurende welke dat vermoeden geldt, kunnen zij bovendien slechts tot werkend rechter worden benoemd als zij een unaniem gunstig advies hebben gekregen (vereiste van een gekwalificeerd advies) en voor zover geen geslaagde voor het examen, stagiair of werkend magistraat die een unaniem gunstig advies heeft gekregen, kandidaat is (regel van voorrang van sommige concurrenten).

Drie middelen worden aangevoerd tot staving van het beroep tot vernietiging, waarbij het tweede en het derde middel subsidiair zijn.

Eerste middel

A.1.3. Door de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, die voor de plaatsvervangende rechters geldt, te beperken tot zeven jaar, schaft artikel 4, b), van de wet van 9 juli 1997 zonder pertinente verantwoording de gelijkheid af (ingesteld bij de wet van 6 augustus 1993 en toegestaan bij het arrest nr. 53/94) tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de werkende magistraten die ook vóór die datum zijn benoemd, zodat het voordeel van de veronderstelling geslaagd te zijn voortaan beperkt is voor de eerstgenoemden terwijl dat niet het geval is voor de in tweede instantie genoemden.

A.1.4. Doordat de maatregel is ingegeven door de zorg om de regeling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, gelijk te stellen met de regeling die geldt voor de huidige geslaagden voor het examen voor wie het voordeel geslaagd te zijn voortaan beperkt is tot zeven jaar — de plaatsvervangende rechters die na 1 oktober 1993 zijn benoemd dienen ook te slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid om tot werkend rechter te kunnen worden benoemd — betekent hij een stap achteruit die op zich ongrondwettig is, aangezien de motieven die de gelijkshakeling, die door het Hof in zijn arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 werd vastgelegd, hadden verantwoord, niet verdwenen zijn. De plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 dienden aan dezelfde voorwaarden als de werkende rechters te voldoen om te kunnen worden benoemd, zodat de in 1993 vastgelegde veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen niet meer in het geding kan worden gebracht, met name door een beperking *ratione temporis*.

Tweede middel

A.1.5. In een eerste onderdeel wordt kritiek geleverd op artikel 21, § 1, tweede lid, tweede zin (toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet), van de wet van 18 juli 1991 doordat het een discriminatie instelt tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de andere kandidaten voor de betrokken gerechtelijke ambten, vermits de benoeming van alleen de eerstgenoemden voortaan onderworpen is aan een unaniem gunstig advies van het adviescomité.

Onder voorbehoud van het eerste middel, kan de noodzaak van een gunstig advies weliswaar worden verantwoord door de grote verscheidenheid onder de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. In zoverre het geheel van die plaatsvervangende rechters in concurrentie kan zijn met de kandidatuur van iemand die voor het examen geslaagd is of de stage beëindigd heeft, kan het, om de kwaliteit van de kandidaturen voor plaatsvervangend rechter te verzekeren, redelijk lijken dat voor elke kandidatuur van een van hen een gunstig advies moet worden verleend door het adviescomité.

De vereiste van unanimiteit in het adviescomité, waarmee men dezelfde objectivering zou verzekeren voor de plaatsvervangende rechters die worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd, is daarentegen overdreven in zoverre een echt « vetorecht » wordt toegekend aan elk lid van het adviescomité dat zich over de kandidatuur van de betrokken plaatsvervangend rechter dient uit te spreken. Een enkele negatieve stem, eventueel als gevolg van een geheime stemming, zou voldoende zijn opdat de kandidatuur van een plaatsvervangend rechter niet meer in aanmerking wordt genomen, terwijl de motieven van die negatieve stem misschien hoegenaamd niets te maken hebben met de beroepsbekwaamheid van de betrokken kandidaat. Men ziet geen objectieve en redelijke motieven die zouden verantwoorden dat de kandidaturen van een plaatsvervangend rechter en van elke andere kandidaat niet op een voet van gelijkheid zouden worden gesteld.

A.1.6. In een tweede onderdeel wordt op dezelfde bepaling subsidiair kritiek geleverd want, zelfs als men ervan uitgaat dat de vereiste van unanimiteit de gelijkheid verzekert tussen de plaatsvervangende rechters en de geslaagden voor het examen of de stagiairs die hun stage hebben beëindigd (*quod non*), dan nog brengt die vereiste een discriminatie teweeg tussen plaatsvervangende rechters en werkende magistraten, terwijl de benoemingsvoorwaarden vóór 1 oktober 1993 identiek waren.

In dat opzicht moet een sub-onderscheid worden gemaakt tussen de kandidatuur van de werkende magistraat die is benoemd na te zijn geslaagd voor het vergelijkend examen of het examen en die van de werkende magistraat die is benoemd zonder vergelijkend examen of examen, dat wil zeggen op dezelfde gronden als die krachtens welke de plaatsvervangende rechters vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Kan het gunstig advies voor een plaatsvervangend rechter weliswaar worden verantwoord ten opzichte van de eerste categorie van werkende magistraten, dan ziet men daarentegen geen reden om de vereiste van unanimiteit te handhaven ten opzichte van het in aanmerking nemen van de kandidatuur van een werkend magistraat die ook zonder examen of vergelijkend examen is benoemd : als er, terecht of ten onrechte, een verdenking van politisering bestaat, dan bestaat die in beide gevallen.

Derde middel

A.1.7. Volgens een eerste onderdeel schendt artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet, de gelijkheid inzake verondersteld te worden te zijn geslaagd voor het bekwaamheidsexamen, veronderstelling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd (en zulks krachtens artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993, dat artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 heeft aangevuld), ten opzichte van alle andere concurrerende kandidaten, ongeacht of zij voor het examen of voor het vergelijkend examen zijn geslaagd of geacht worden te zijn geslaagd, zoals de werkende magistraten op 1 oktober 1993 : de betwiste bepaling verleent immers aan die kandidaten een voorrang ten opzichte van de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, zelfs wanneer zij vanwege het adviescomité een unaniem gunstig advies hebben gekregen.

A.1.8. De maatregel is onevenredig in zoverre hij een wijziging inhoudt van de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen, die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Nu de wetgever de plaatsvervangende rechters gelijkstelt met geslaagden voor het examen of stagiairs die voor hun vergelijkend examen geslaagd zijn, bij wege van een veronderstelling, naar het voorbeeld van de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, mag hij ten aanzien van de eerstgenoemden geen ongunstige voorwaarden in het leven roepen die tot gevolg hebben dat hun benoeming tot werkend rechter wordt belet wanneer zij in concurrentie zijn met de in tweede instantie genoemden.

A.1.9. In een tweede onderdeel wordt dezelfde discriminatie aangeklaagd in zoverre zij bijzonder uitgesproken is ten aanzien van de kandidatuur van een werkend magistraat. Indien hij noch voor het vergelijkend examen, noch voor het examen is geslaagd, omdat die nog niet vereist waren, beschikt hij niet over enige bijkomende kwalificatie ten opzichte van de plaatsvervangend rechter, tenzij een magistraat te zijn die meer permanent zitting heeft. Die enkele feitelijke omstandigheid waarborgt noch de kwaliteit van het geleverde werk, noch de « depolitisering » van de kandidaat. Men ziet geen reden om een voorrang te verlenen aan de werkende magistraat ten opzichte van de plaatsvervangend rechter die vóór 1 oktober 1993 is benoemd : terwijl beiden worden geacht voor het bekwaamheids-examen te zijn geslaagd, belet die voorrang rekening te houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter die nochtans een unaniem gunstig advies zou hebben gekregen.

Die voorrangsregel komt bovenop de verplichting, enkel ten aanzien van de plaatsvervangend rechter, om een unaniem gunstig advies vanwege het adviescomité te krijgen, zoals in het vorige middel is aangeklaagd.

Memorie van tussenkost van S. Luyten (zaak met rolnummer 1343)

A.1.10. Het beroep ingesteld in de zaak met rolnummer 1343, dat betrekking heeft op de artikelen 3 en 4, eerste lid, b), van de wet van 9 juli 1997 moet worden verworpen.

A.1.11. De verzoeker tot tussenkost, benoemd tot plaatsvervangend vrederechter sedert 1990, is in juni 1993 geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, en is in 1994 benoemd tot toegevoegd vrederechter; hij had zich kandidaat gesteld voor een betrekking van vrederechter en had van het adviescomité een gunstig advies gekregen.

Het ambt werd toegewezen aan een kandidaat die geen getuigschrift van beroepsbekwaamheid bezat maar kennelijk over meer anciënniteit als advocaat en als plaatsvervangend vrederechter beschikte.

De verzoeker tot tussenkost heeft de vernietiging van die benoeming gevorderd voor de Raad van State die, in een soortgelijke zaak, zijn stelling heeft aangenomen.

A.1.12. Een verschil in behandeling is het onvermijdelijke gevolg van een wijziging van een benoemingsprocedure en van de beperking van de benoemingsvoorwaarden. De wetwijziging beoogt een objectivering van de benoemingen in de magistratuur. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden niet geschonden door het enkele feit dat een wet, door het vaststellen van de datum waarop zij in werking treedt, een verschil in behandeling instelt tussen degenen die onder de gelding van de wet vallen en degenen die er niet onder vallen, noch door het enkele feit dat zij de berekeningen in de war zou sturen van degenen die zich baseerden op de handhaving van de vroegere wet. Tot slot verbieden de nieuwe bepalingen niet dat de plaatsvervangende rechters worden benoemd in een ambt van werkend rechter wanneer zij het unaniem gunstig advies krijgen waarin de in het geding zijnde bepaling voorziet.

Memories van de Ministerraad (zaken met rolnummers 1343 en 1370)

A.1.13. Artikel 4, eerste lid, b), van de aangevochten wet schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet. De werkende magistraten en de plaatsvervangende rechters zijn geen vergelijkbare categorieën. De plaatsvervangende rechters zijn immers advocaten en notarissen die slechts occasioneel als magistraat zitting nemen.

A.1.14. Er bestaat een objectief onderscheid tussen de vóór 1 oktober 1993 benoemde werkende magistraten en de vóór diezelfde datum benoemde plaatsvervangende rechters.

De aangevochten bepaling is een overgangsmaatregel om een oorspronkelijk ontwerp te milderen dat ertoe strekte de benoemingen in de magistratuur te objectiveren door de mogelijkheid om een plaatsvervangend rechter te benoemen tot rechter van de zetel, af te schaffen. Die mogelijkheid werd gehandhaafd voor een termijn van zeven jaar zoals voor de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid.

De wetgever vermocht redelijkerwijze ervan uit te gaan dat een plaatsvervangend rechter niet meer geïnteresseerd is in een ambt van werkend magistraat indien hij zijn kandidatuur niet heeft ingediend gedurende de zeven jaar tijdens welke hij het vermoeden geniet voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd.

Een dergelijke maatregel is niet onevenredig vermits de plaatsvervangende rechters, na het verstrijken van die periode, de mogelijkheid hebben om aan dat examen deel te nemen en, gelet op hun ervaring, ervoor te slagen.

De omstandigheid dat de nieuwe wet afwijkt van de wet die in 1997 werd aangenomen, is niet voldoende om de ongrondwettigheid van de aangevochten bepalingen aan te tonen.

A.1.15. Het bij het aangevochten artikel 3 vereiste unaniem gunstig advies wordt verantwoord door de omstandigheid dat de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd (die, zonder de in het geding zijnde overgangsmaatregel, de mogelijkheid zouden hebben verloren om tot rechter van de zetel te worden benoemd) enkel worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd met een gunstig resultaat, zonder werkelijk aan dat examen of aan enig ander examen te hebben deelgenomen, in tegenstelling met de andere kandidaten, terwijl, volgens bepaalde verklaringen tijdens de totstandkoming van de wet, sommige plaatsvervangende rechters hun taak niet aankunnen (memorie ingediend in de zaak met rolnummer 1343); de maatregel is bedoeld om de depolitisering en de kwaliteit van de magistratuur te waarborgen en hij is niet onevenredig vermits hij de benoeming van de betrokkenen, op voorwaarde van een unaniem gunstig advies, mogelijk maakt. Gesteld dat zou worden beslist dat de werkende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de plaatsvervangende rechters die vóór die datum zijn benoemd, vergelijkbare categorieën vormen (*quod non*), toch bestaat er tussen hen, zoals eerder is gezegd, een objectief verschil dat de aangevochten maatregel verantwoordt (memorie ingediend in de zaken met rolnummers 1363, 1369 en 1370).

A.1.16. De voorrang toegekend aan de andere kandidaten wordt op dezelfde manier verantwoord.

Memories van antwoord van F. Bailly en anderen (zaak met rolnummer 1343) en van L. Balcaen en anderen (zaak met rolnummer 1370)

A.1.17. De Ministerraad tracht thans de nadruk te leggen op al wat de werkende magistraten onderscheidt van de plaatsvervangende magistraten, terwijl alles in het werk was gesteld om ze nader tot elkaar te brengen (zo zijn de tuchtmaatregelen en de onverenigbaarheden in beginsel dezelfde) en het Hof een volledige gelijkshakeling had toegestaan tussen de plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 en de werkende rechters. De vroeger vastgelegde gelijkheid is verbroken terwijl, ruim vóór 1993, de plaatsvervangende rechters, die meestal gratis werken, ertoe zijn gebracht werkelijk ofwel een rechtbank, met name sommige « kleine vrederechters », ofwel een kamer van een rechtbank te beheren, en zulks om afwezigheden, ziekten, of andere uitbleven benoemingen op te vangen.

A.1.18. De zorg om een einde te maken aan de « politisering » van de benoemingen in de magistratuur had, vóór 1 oktober 1993, zowel betrekking op de benoeming van werkende magistraten als op die van plaatsvervangende rechters. Is het wellicht grondwettelijk onmogelijk de vóór 1 oktober 1993 benoemde werkende magistraten te verplichten een bekwaamheidsexamen af te leggen, gelet op artikel 152 van de Grondwet, dan blijkt die bepaling eveneens van toepassing te zijn op de plaatsvervangende rechters. Het zou enkel verantwoord zijn het vermoeden dat de betrokkenen genieten tijdelijk te maken indien een vermoeden van partijdige benoeming werd vastgesteld; nu is zulks niet het geval vermits hulde is gebracht aan hun werk en vermits andere waarborgen van dezelfde aard reeds bestonden, met name de appreciatie door het adviescomité van de ondervinding en de bekwaamheid die elke plaatsvervangende rechter die naar een betrekking van werkend rechter zou solliciteren, heeft kunnen verwerven, ten opzichte van personen die voor het bekwaamheidsexamen zijn geslaagd of de stage hebben volbracht.

Is het weliswaar zo dat de wetgever zijn beleid kan veranderen, dan kan een dergelijke verandering slechts worden verantwoord indien nieuwe motieven zijn gebleken. Nu is zulks te dezen niet het geval. Noch het ambt van plaatsvervangend rechter, noch de kwaliteiten van degenen die vóór 1993 zijn benoemd, zijn dermate gewijzigd dat, in 1997-1998, de wetgever, zonder de Grondwet te schenden, een gelijkheid heeft kunnen verbreken die hij in 1991 had ingesteld en die door het Hof verantwoord werd geacht.

A.1.19. De vereiste van een unaniem advies is onverantwoord want zij holt het vermoeden volledig uit. Als er is beslist dat de plaatsvervangende rechters worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd, dan is dat met het doel hen te kunnen beschouwen als kandidaten die voor dat examen zijn geslaagd en niet hen bij de eerste gelegenheid te confronteren met het feit dat zij van de andere kandidaten verschillen omdat zij niet effectief voor het examen zijn geslaagd. De omstandigheid dat sommige plaatsvervangende rechters minder doeltreffend zouden zijn dan wat men van hen verwacht, verantwoordt bovendien niet dat de toegang tot de betrekkingen van werkende magistraten strikter wordt gemaakt voor het geheel van die plaatsvervangende rechters dan voor gelijk welke andere kandidaat.

De vereiste van unanimiteit overschrijdt dus de evenredigheid tussen het nagestreefde doel en de aangewende middelen die in acht moet worden genomen. Als het erom gaat de kandidaturen van de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd « te schiften », dan kan men geen mechanisme invoeren dat, door zijn absoluut karakter, op buitensporige wijze inbreuk maakt op een vermoeden van bekwaamheid dat in 1991 door de wetgever is vastgelegd, zelfs indien, in 1997, dat vermoeden in de tijd is beperkt (cf. eerste middel).

A.1.20. Ten aanzien van de bij de aangevochten bepalingen ingevoerde voorrangregel dient vooraf te worden opgemerkt dat de rechtspraak van het Hof geenszins uitsluit dat een middel dat niet ernstig werd geacht, later als gegrond wordt aanvaard en tot de gehele of gedeeltelijke vernietiging van de aangevochten norm leidt. In het arrest nr. 90/98 heeft het Hof zich terzake voorzichtig uitgedrukt.

De kwestie van de prioriteit, die door het Hof in dat arrest weliswaar is aanvaard, verdient wellicht opnieuw te worden onderzocht, rekening houdend met de bijzondere omstandigheid, die in de beroepen tot schorsing tot uiting is gekomen, maar waarover geen uitspraak is gedaan. Het beginsel van de absolute voorrang, vastgelegd in artikel 3, tweede lid, van de wet van 9 juli 1997, overschrijdt immers de juiste evenredigheid doordat het onder meer een geslaagde voor het bekwaamheidsexamen, een werkend magistraat of een gerechtelijk stagiair die slechts een gunstig advies krijgt, toestaat de kandidatuur van een plaatsvervangend rechter die een unaniem gunstig advies zou krijgen, te verdringen. Op straffe het vermoeden volledig uit te hollen, kan de wetgever ten aanzien van de in laatste instantie genoemde geen grond van ongenade creëren die zijn benoeming zou beletten wanneer hij met de eerstgenoemden moet wedijveren. Die discriminatie komt inzonderheid tot uiting in het geval van de werkende magistraten die niet geslaagd zijn voor een vergelijkend examen of een examen en dus niet doen blijken van enige bijkomende hoedanigheid ten opzichte van de plaatsvervangende rechters (tenzij het feit dat zij permanent zitting houden, wat noch de kwaliteit van het geleverde werk, noch de « depolitisering » van de kandidaat waarborgt), inzonderheid degenen die een zeer gunstig advies hebben gekregen.

Zaak met rolnummer 1363

Verzoekschrift

A.2.1. Als plaatsvervangend vrederechter benoemd in 1989, doet de verzoeker blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de in het geding zijnde bepalingen te vorderen.

A.2.2. De termijn van zeven jaar, voorgeschreven bij de artikelen 2 en 4 van de aangevochten wet, brengt een discriminatie teweeg onder de magistraten die benoemd zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 naargelang zij werkende magistraten of plaatsvervangende magistraten zijn (de uiteengezette argumentatie is analoog met die welke sub A.1.4 is weergegeven). Het beginsel van de rechtszekerheid en van de betrouwbaarheid van het recht wordt op een discriminerende manier aangetast vermits de verzoeker zich heeft kunnen gronden op het organieke en niet-transitoire karakter van artikel 21 van de wet van 18 juli 1991 en van de artikelen 259bis en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek. Een definitief verkregen recht kan niet worden ingetrokken. Gesteld, zoals dat zonder grondslag is gebeurd in de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet, dat alle plaatsvervangende rechters die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 een politieke benoeming hebben gekregen, dan zou een dergelijke veronderstelling ook moeten worden gemaakt voor de werkende magistraten die vóór die datum onder dezelfde voorwaarden zijn benoemd.

A.2.3. Dezelfde termijn brengt een discriminatie onder de plaatsvervangende rechters teweeg, ten nadele van degenen die benoemd zijn vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, ten opzichte van degenen die benoemd zijn na de inwerkingtreding van die wet, terwijl het om vergelijkbare categorieën gaat : de benoeming van de enen en de anderen is aan dezelfde voorwaarden onderworpen, met het enige verschil dat de tweede categorie zelfs niet wordt geacht geslaagd te zijn voor het beroepsbekwaamheidsexamen.

De Ministerraad stelt immers in de memorie die hij heeft ingediend in de zaken met rolnummers 1291 en volgende dat die plaatsvervangende rechters inderdaad als magistraten dienen te worden beschouwd. Die zaken, waarin de verzoeker ook de vernietiging vordert, hebben betrekking op een nieuwe categorie van plaatsvervangende rechters, namelijk de plaatsvervangende raadsheren (wet van 9 juli 1997); nu worden die raadsheren, benoemd na twintig jaar activiteit als magistraat of professor, geacht magistraat te zijn en zij kunnen vervolgens worden benoemd zonder beperking in de tijd (zoals de plaatsvervangende rechters benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991) in ambten waartoe de verzoeker slechts toegang zal hebben gedurende zeven jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de aangevochten wet. Dat is absoluut niet logisch. Gelet op het door de wetgever nagestreefde doel is het niet verantwoord.

Zelfs mocht de wet in die zin worden geïnterpreteerd dat zij het vermoeden dat de werkende magistraten die zijn benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 genieten, beperkt tot zeven jaar, dan zou een discriminatie van de verzoeker blijven bestaan ten opzichte van de plaatsvervangende rechters die na die datum zijn benoemd en aan wie de termijn van zeven jaar niet is opgelegd, gegeven het feit dat zij niet aan het bekwaamheidsexamen hebben deelgenomen, niet worden geacht ervoor te zijn geslaagd en dus niet het voordeel van hun resultaat kunnen verliezen.

A.2.4. De voorrangsregel en de voorwaarde van het unaniem gunstig advies door het adviescomité, voorgeschreven bij artikel 3 van de aangevochten wet, brengt ook een discriminatie teweeg tussen de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, enerzijds, en de plaatsvervangende rechters benoemd na die datum en de werkende rechters benoemd vóór die datum, anderzijds. Voor die voorrang bestaat er geen objectief criterium noch een redelijke verantwoording.

Memorie van de Ministerraad

A.2.5. Op de eerste door de verzoeker aangeklaagde discriminatie dient hetzelfde antwoord te worden gegeven als in de zaken met rolnummers 1343 en 1370.

Wat de tweede discriminatie betreft, bestaat er een objectief verschil, dat de aangevochten maatregel verantwoordt, tussen de plaatsvervangende rechters naargelang zij vóór of na 1 oktober 1993 zijn benoemd : de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, thans beperkt tot een duur van zeven jaar, is toegekend aan degenen die vóór die datum zijn benoemd; de anderen kunnen slechts worden benoemd mits zij voor dat examen slagen (arrest nr. 53/94 van het Hof); voor hen is in geen enkele termijn voorzien, met dien verstande dat hun benoeming afhankelijk is van het examen.

A.2.6. De grief die door de verzoeker wordt afgeleid uit een vergelijking tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en op wie de betwiste termijn van zeven jaar van toepassing is, en de plaatsvervangende raadsheren, voor wie in geen enkele termijn is voorzien, faalt in rechte want de plaatsvervangende raadsheren genieten niet, in tegenstelling met wat de verzoeker denkt, het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid; hun benoeming in een ambt van werkend magistraat is derhalve afhankelijk van het slagen voor dat examen en het genot van dat geslaagd zijn is beperkt tot zeven jaar.

A.2.7. Op de grief die door de verzoeker wordt geformuleerd ten aanzien van artikel 3 van de aangevochten wet dient hetzelfde antwoord te worden gegeven als in de zaken met rolnummers 1343 en 1370.

Memorie van antwoord van M. Van Bever

A.2.8. De Ministerraad vat het begrip « magistraat » in deze zaak anders op dan in de zaken met rolnummers 1291 tot 1293; bijgevolg is een samenvoeging noodzakelijk.

A.2.9. De niet-relevante omstandigheid dat de meeste plaatsvervangende rechters advocaten en notarissen zijn die slechts occasioneel als magistraat zitting nemen, neemt niet weg dat de werkende rechters en de plaatsvervangende rechters, beiden in functie bij de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, vergelijkbare categorieën vormen.

Indien men van oordeel is dat een plaatsvervangend rechter niet meer geïnteresseerd is in een benoeming tot werkend rechter wanneer hij niet naar een dergelijk ambt solliciteert gedurende de periode van zeven jaar tijdens welke hij het vermoeden geniet geslaagd te zijn voor het examen, dient men redelijkerwijze ervan uit te gaan dat hetzelfde geldt voor de rechter in de rechtbank van eerste aanleg die, gedurende dezelfde periode, zich niet kandidaat stelt voor het hof van beroep. De zorg om een einde te maken aan de politieke benoemingen zou bovendien in beide gevallen tot uiting moeten komen. Indien het, tot slot, zo is dat het examen inzake beroepsbekwaamheid geen hinderpaal zal vormen voor de plaatsvervangende rechter die gewoon is vonnissen te vellen, dan dient men ervan uit te gaan dat hetzelfde geldt voor de werkende rechter.

A.2.10. In zijn memorie komt de Ministerraad terug van het standpunt dat hij heeft verdedigd in de memorie die hij heeft ingediend in de zaken met rolnummers 1291, 1292 en 1293 en volgens hetwelk de plaatsvervangende magistraat, benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, zou moeten worden beschouwd als een magistraat in de zin van de wet van 9 juli 1997. De rechtszekerheid is niet meer gewaarborgd en die tegenstrijdige beweringen, alsmede die welke betrekking hebben op de plaatsvervangende raadsheren die zouden moeten deelnemen aan het examen inzake beroepsbekwaamheid, maken de samenvoeging van deze zaak met de zaken met rolnummers 1291, 1292 en 1293 noodzakelijk.

A.2.11. De vereiste van een unaniem gunstig advies, voorgeschreven bij artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, is niet verantwoord omdat, ervan uitgaande dat zij geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, de plaatsvervangende rechters, benoemd vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, worden gelijkgesteld met de personen die effectief voor dat examen zijn geslaagd. Bovendien is een mogelijke benoeming voor een plaatsvervangend rechter praktisch onbestaand vermits één enkel ongunstig advies voldoende is om zijn kansen ongedaan te maken.

Zaak met rolnummer 1369

Verzoekschrift

A.3.1. De verzoekers zijn advocaat, hebben respectievelijk op 14 juni 1993 en 17 maart 1995 het getuigschrift van beroepsbekwaamheid behaald dat vereist is voor de uitoefening van gerechtelijke functies en zijn respectievelijk op 14 maart 1996 en 28 maart 1995 benoemd tot plaatsvervangend vrederechter en plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg. Zij kunnen — of zullen op korte termijn — zich kandidaat kunnen stellen voor verschillende ambten in de zittende magistratuur en het openbaar ministerie en doen dus blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de aangevochten bepalingen te vorderen.

A.3.2. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat artikel 4, eerste lid, a), en laatste lid, van de aangevochten wet voor de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid het voordeel (tot hertoe onbeperkt in de tijd geldig) van hun uitslag beperkt tot een duur van zeven jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet of, voor de kandidaten die op die datum niet voldeden aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, te rekenen vanaf de datum waarop zij die voorwaarden vervullen. Door retroactief de geldigheidsduur van het geslaagd zijn voor het examen te beperken, veroorzaakt de bestreden wet een verschil in behandeling tussen degenen die voor het examen zijn geslaagd en degenen die worden geacht te zijn geslaagd, doordat de situatie van de laatstgenoemden, bedoeld in artikel 21, § 1, eerste en vijfde lid (vroeger eerste en derde lid), van de wet van 18 juli 1991 onveranderd is vermits zij, zonder beperking in de tijd, het voordeel van het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen behouden. De vroegere wetgeving stelde nochtans beiden gelijk, zoals zij de personen bedoeld in artikel 21, § 1, eerste lid, van dezelfde wet gelijkstelde met de personen bedoeld in het tweede lid van die bepaling (de vernietiging van artikel 4, eerste lid, b), van de wet wordt dus terecht gevorderd, op grond van het arrest nr. 53/94 van het Hof).

A.3.3. De nieuwe wet behandelt op identieke wijze, zonder verantwoording, degenen die thans geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en degenen die in de toekomst zullen slagen, terwijl zij zich in een fundamenteel verschillende situatie bevinden en het inherent is aan een nieuwe wetgeving dat een verschil in behandeling bestaat tussen degenen die, onder de gelding van de vroegere wetgeving, zich op een verworven situatie konden beroepen (het geslaagd zijn voor het betrokken examen) en degenen (die nog niet voor dat examen geslaagd zijn) op wie de nieuwe wetgeving van toepassing zal zijn (artikel 259, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek).

A.3.4. Het middel waarin de wetgever beweert dat de geslaagden voor het examen snel een ambt van werkend magistraat zullen bekleden (de plotse beperking tot zeven jaar van de duur van het geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, zowel voor degenen die het getuigschrift hebben behaald als voor degenen die het nog moeten behalen) is een onevenredig middel aangezien artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek niet vereist dat degenen die aan het examen deelnemen voldoen aan de wettelijke vereiste van beroepservaring, aangezien het getuigschrift niet het recht geeft om in een ambt van magistraat te worden benoemd, aangezien op buitensporige wijze inbreuk wordt gemaakt op de verworven rechten van degenen die dat getuigschrift hebben behaald en aangezien de geldigheidstermijn van het reeds behaalde getuigschrift verschilt naargelang de houder ervan al dan niet voldoet aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

Memorie van de Ministerraad

A.3.5. Door de huidige en de toekomstige geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid op een identieke manier te behandelen, wil de aangevochten wet vermijden dat de eventuele kandidaten een soort levensverzekering zouden opbouwen. Zoals voor de plaatsvervangende rechters heeft de wetgever geoordeeld dat het verstrijken van een termijn van zeven jaar aangaf dat de kandidaat geen interesse meer had voor een benoeming in de hoedanigheid van werkend magistraat. De duur van zeven jaar geeft aan die termijn een redelijk karakter.

A.3.6. De verzoekers beweren ten onrechte dat de aangevochten wet retroactief is : zij heeft een onmiddellijke uitwerking en voert een nieuwe bepaling in die van toepassing is op de geslaagden voor het examen, zonder de verworven situaties aan te tasten : de verzoekers zijn immers nog niet benoemd tot werkend magistraat en hadden geen subjectief recht op een dergelijke benoeming verworven. Die regeling is in overeenstemming met de algemene beginselen betreffende de beperking in de tijd van rechtsverhoudingen die, vroeger, niet in de tijd beperkt waren en betreffende de verkorting van de verjaringstermijnen.

Memorie van antwoord van P. Lefranc en K. Maenhout

A.3.7. De Ministerraad antwoordt niet op de grief volgens welke de aangevochten wet een verschil in behandeling teweegbrengt tussen degenen die voor het examen zijn geslaagd en degenen die worden geacht ervoor te zijn geslaagd en die, zonder beperking in de tijd, het genot van het vermoeden voor het examen geslaagd te zijn, behouden. Men ziet niet in waarom de geslaagde plotseling het voordeel van geslaagd te zijn zou verliezen — die, per hypothese, gedurende jaren een ambt van plaatsvervangend rechter heeft uitgeoefend en de beroepsopleiding voor magistraten heeft gevolgd — terwijl de werkende magistraat die benoemd is vóór de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991 — maar die geen beroepservaring heeft verworven noch de beroepsopleiding heeft gevolgd — zonder beperking in de tijd het voordeel van het vermoeden voor het examen te zijn geslaagd, zou behouden.

A.3.8. Het verlies van belangstelling voor de betrokken ambten dat, volgens de Ministerraad, de gelijke behandeling zou verantwoorden tussen de geslaagden op wie de vroegere regeling van toepassing was (getuigschrift geldig zonder beperking van duur) en de toekomstige geslaagden onderworpen aan de nieuwe regeling (getuigschrift geldig voor bepaalde duur) is geen adequate verantwoording want de verzoekers zijn geslaagd — en worden niet geacht te zijn geslaagd — voor het examen inzake beroepsbekwaamheid in een periode waarin dat examen reeds was vereist om aan de politieke benoemingen een einde te maken. Het desbetreffende getuigschrift is geen soort verzekering voor de toekomst vermits de verzoekers hun belang hebben aangetoond door een benoeming tot plaatsvervangend magistraat te verkrijgen (onbezoldigd), door werkelijk aan één uit te oefenen en door deel te nemen aan de beroepsopleiding voor magistraten. De duur van zeven jaar die in aanmerking is genomen voor de plaatsvervangende magistraten, is willekeurig in aanmerking genomen voor de categorie waartoe de verzoekers behoren.

A.3.9. De wetgever kan weliswaar van beleid veranderen, doch de keuze van de wetgever van 1997 blijft identiek aan die van 1991 : de objectivering van de benoemingen in de magistratuur.

A.3.10. De aangevochten bepalingen maken inbreuk op een situatie die tot stand is gekomen onder de gelding van de vroegere wet, namelijk een verkregen rechtstoestand waarin de verzoekers een titel hadden waarvan de geldigheid niet in de tijd beperkt was en volgens welke zij voldeden aan één van de voorwaarden om tot werkend magistraat te worden benoemd. Het retroactief effect bestaat erin dat die titel thans nog slechts een beperkte geldigheidsduur heeft. De uitzonderlijke omstandigheden en het onontbeerlijk karakter van de maatregel vereist om zijn retroactiviteit te verantwoorden, zijn niet aangegeven.

— B —

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen

B.1.1. De wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten heeft, vanaf 1 oktober 1993, de benoeming van de magistraten afhankelijk gesteld van een gerechtelijke stage, voorafgegaan door een vergelijkend examen, of van het slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid, waarvan de geldigheid, krachtens het aangevochten artikel 2 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259bis van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de voormelde wet van 18 juli 1991, voortaan beperkt is tot zeven jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het examen.

B.1.2. Artikel 21, § 1, van de voormelde wet van 18 juli 1991, in de redactie die eraan is gegeven bij de wet van 1 december 1994 betreffende de opleiding en werving van magistraten, bepaalt :

« De magistraten in dienst op de dag van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet en de magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht de gerechtelijke stage bepaald in artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van deze wet, te hebben vervuld en worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek.

De plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet en de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek. »

B.1.3. Het tweede lid, in de versie die eraan werd gegeven bij de wet van 6 augustus 1993 « tot wijziging van de artikelen 259bis en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek en tot aanvulling van artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten »

en volgens welke « de plaatsvervangende rechters en de plaatsvervangende rechters die vóór de inwerkingtreding van deze wet om eervolle redenen ontslag hebben gekregen, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek », werd vernietigd bij het arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 in zoverre het van toepassing was op de plaatsvervangende rechters benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, namelijk vanaf 1 oktober 1993.

B.1.4. Het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 vult het voormelde tweede lid van artikel 21, § 1, aan en voegt er een derde lid aan toe, om het in aanmerking nemen van de kandidatuur van de plaatsvervangende rechters voor een benoeming in bepaalde rechterlijke ambten aan twee voorwaarden te onderwerpen. De nieuwe bepalingen luiden :

« Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. »

B.1.5. Het aangevochten artikel 4 van de wet van 9 juli 1997 bepaalt :

« Art. 4. ' Overgangsmaatregelen ' »

De termijn bedoeld in artikel 259bis, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek begint te lopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet :

a) voor de kandidaten die op dat ogenblik geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek;

b) voor de personen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 18 juli 1991, die op dat ogenblik geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis, § 4, van hetzelfde Wetboek.

Voor de kandidaten bedoeld in het eerste lid, a), die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet niet voldoen aan de benoemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 191, § 2, van hetzelfde Wetboek, vangt deze termijn aan op het ogenblik waarop zij aan deze benoemingsvoorwaarden voldoen. »

Naar analogie met de bepaling die het voordeel geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid beperkt tot zeven jaar (B.1.1), beperkt deze bepaling aldus tot zeven jaar :

— te rekenen vanaf 11 januari 1998, datum van inwerkingtreding van de wet, de duur tijdens welke de vóór 1 oktober 1993 benoemde plaatsvervangende rechters worden geacht voor dat examen te zijn geslaagd (artikel 4, eerste lid, b));

— te rekenen vanaf 11 januari 1998 of de datum waarop zij de in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven benoemingsvoorwaarden vervullen, de duur tijdens welke de kandidaten die, op de datum van inwerkingtreding van de wet, geslaagd waren voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, het voordeel van dat geslaagd-zijn behouden (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid).

Ten aanzien van de omvang van de beroepen

B.2. De verzoekers vorderen de vernietiging, geheel of gedeeltelijk, van de artikelen 3 en 4, of enkel van artikel 4, van de wet van 9 juli 1997. De verzoeker in de zaak met rolnummer 1363 vordert bovendien de vernietiging van artikel 2 van dezelfde wet. Het verzoekschrift bevat evenwel geen enkel element waaruit blijkt hoe die bepaling de normen zou schenden ten aanzien waarvan het Hof de inachtneming verzekert.

Het Hof beperkt zijn onderzoek dus tot de artikelen 3 en 4 van de aangevochten wet.

Ten aanzien van de voorwaarden tot benoeming van de plaatsvervangende rechters in een ambt van werkend magistraat (artikelen 3 en 4, eerste lid, b), van de wet van 9 juli 1997)

B.3.1. De verzoekers in de zaken met rolnummers 1343, 1363 en 1370 klagen aan dat artikel 4, eerste lid, b), zonder verantwoording een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd naargelang zij werkend rechter of plaatsvervangend rechter zijn, door de duur tijdens welke de plaatsvervangende rechters worden geacht te zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te beperken tot zeven jaar, te rekenen vanaf 11 januari 1998, terwijl voor de werkende rechters geen enkele termijn is vastgesteld en de wet van 6 augustus 1993 in dat verband tussen de enen en de anderen een gelijkschakeling heeft ingesteld die het Hof bij zijn arrest nr. 53/94 niet ongrondwettig heeft bevonden.

B.3.2. Die verzoekers klagen ook aan dat artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991, aangevuld met het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en van wie de kandidatuur voor een benoeming tot werkend magistraat door de Minister van Justitie slechts in aanmerking kan worden genomen indien voor die kandidatuur een unaniem gunstig advies is verleend door het adviescomité dat krachtens artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek is opgericht, en, anderzijds, de andere kandidaten, voor wie geen unaniem gunstig advies is vereist; het verschil in behandeling lijkt hun des te meer voor kritiek vatbaar daar onder die kandidaten zich werkende magistraten bevinden van wie de benoeming, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993), onder dezelfde voorwaarden gebeurde als die van de plaatsvervangende rechters en niet afhankelijk was van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat enkel de vereiste van unanimité van het adviescomité wordt aangeklaagd.

B.3.3. Dezelfde verzoekers klagen tot slot aan dat artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd door het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997, zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en, anderzijds, de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, de kandidaten die de gerechtelijke stage hebben beëindigd en de werkende magistraten, doordat, wanneer de kandidatuur van die personen voor een ambt van werkend magistraat een unaniem gunstig advies heeft gekregen vanwege het adviescomité, die kandidatuur de Minister van Justitie belet de kandidatuur van die plaatsvervangende rechters voor diezelfde functie in aanmerking te nemen, terwijl zij worden geacht voor het examen te zijn geslaagd, en, vóór de inwerkingtreding van de aangevochten bepaling, de voorwaarden voor de benoeming in een ambt van werkend magistraat identiek waren voor de werkende magistraten en de plaatsvervangende rechters die, zonder vergelijkend examen of examen, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993) werden benoemd.

B.4.1. Door de wet van 18 juli 1991 aan te nemen, wilde de wetgever een aanwerving van magistraten organiseren op grond van objectieve benoemingscriteria en een einde maken aan « het diepe wantrouwen » dat weegt op een benoemingsprocedure waarbij « in de eerste plaats politieke overwegingen gelden » (*Parl. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 974-1, pp. 2 en 3), terwijl hij daarbij in een overgangsregeling voorzag.

B.4.2. De nieuwe overgangsregeling die door de verzoekers wordt betwist, gaat uit van de idee dat sedert de aanneming van de wet van 18 juli 1991 de mentaliteit veranderd is, en van de vaststelling dat tal van kandidaten inmiddels zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, waaraan ook plaatsvervangende rechters kunnen deelnemen (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, p. 28). Het amendement dat geleid heeft tot artikel 21, § 1, derde lid, werd als volgt verantwoord :

« — het benoemen van plaatsvervangers is principieel onrechtvaardig ten aanzien van diegenen die zich onderworpen hebben aan een examen en zo hun bekwaamheid hebben bewezen;

— het benoemen van plaatsvervangers druist in tegen de logica van het systeem voor eerste benoemingen van magistraten dat op twee pijlers berust : enerzijds een zekere beroepservaring, hetzij als advocaat of in een andere juridische functie, hetzij als gerechtelijk stagiair, en anderzijds een bewezen bekwaamheid door een examen voor het Wervingscollege. Bij de benoeming van een plaatsvervangend rechter valt één van deze pijlers weg, waardoor het systeem uiteraard niet meer consistent is.

— Voor *bekwame* plaatsvervangende rechters kan het examen geen enkel probleem vormen; ze zijn integendeel bevoordeligd ten aanzien van de andere kandidaten, gezien hun ervaring met het opstellen van vonnissen.

Het enige rationale argument dat nog een verantwoording kan zijn om tijdens een beperkte overgangsperiode nog plaatsvervangende rechters te kunnen benoemen, is van praktische aard, namelijk de — bijna zeker ongegronde — vrees dat er in de eerste jaren eventueel voor bepaalde vacatures geen geslaagden van het examen of gerechtelijke stagiairs zouden postuleren » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/5, p. 2).

Overigens is beweerd dat het nieuwe systeem « werd uitgebouwd omdat de reserve van plaatsvervangende rechters, benoemd vóór 1 oktober 1993, steeds als een achterpoort voor politieke benoemingen wordt beschouwd. Dit artikel geeft de zekerheid dat hiervan geen misbruik gemaakt zal worden gedurende de overgangstermijn van 7 jaar, tijdens welke de reserve nog zal bestaan » (*Parl. St.*, Senaat, 1996-1997, nr. 1-544/3, p. 12).

B.4.3. Vooraf dient te worden opgemerkt dat de grieven, in zoverre zij de plaatsvervangende rechters vergelijken met de werkende magistraten, eraan voorbijgaan dat voor de eerstgenoemden het gaat om een eerste benoeming tot werkend magistraat en voor de laatstgenoemden om een nieuwe benoeming in diezelfde hoedanigheid. In zoverre de verzoeker in de zaak met rolnummer 1363 de plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 vergelijkt met de plaatsvervangende rechters benoemd na die datum, en beweert dat de laatstgenoemden « zelfs niet worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid », missen zijn grieven overigens pertinentie : de benoeming van een plaatsvervangend rechter benoemd na 1 oktober 1993 in een ambt van werkend magistraat is immers onderworpen aan de algemene voorwaarden inzake het voltooien van een stage, na een toelatingsexamen, of het slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid. Hetzelfde geldt voor de plaatsvervangende raadsheren naar wie de verzoeker ook verwijst.

B.5.1. De wetgever heeft de overgangsregeling in een restrictieve zin herzien. Het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen, dat gedurende zeven jaar geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór een bepaalde datum zijn benoemd, stelt hen niet meer in staat te worden benoemd wanneer zij kandideren samen met andere categorieën van kandidaten, behoudens in het geval waarin die plaatsvervangende rechters de enige kandidaten zijn voor wie een unaniem gunstig advies is verleend.

B.5.2. Zonder zo ver te gaan reeds nu de benoeming van elke plaatsvervangende rechter in een ambt van werkend magistraat afhankelijk te stellen van het slagen voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, heeft de wetgever een maatregel genomen die niet zonder verantwoording is ten aanzien van de doelstelling die hij nastreeft,

— enerzijds, door voorrang te verlenen, hetzij aan degenen die voor dat examen zijn geslaagd, hetzij aan degenen, werkende magistraten — ook al waren zij benoemd vóór 1 oktober 1993 — en gerechtelijke stagiairs, die in de regel moeten worden geacht meer beroepservaring te hebben dan magistraten die, zelfs indien zij een zeer gunstig advies krijgen, slechts als plaatsvervanger en doorgaans occasioneel de beroepsactiviteit uitoefenen die de bron ervan is; de wetgever heeft tevens oog kunnen hebben voor het verschil in de loopbaanperspectieven ten tijde van de benoeming tot werkend magistraat dan wel tot plaatsvervangend rechter;

— anderzijds, door de periode tijdens welke de plaatsvervangende rechters worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te beperken tot zeven jaar; op termijn maakt men aldus een einde aan de mogelijkheid om plaatsvervangende rechters die worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te benoemen in een ambt van werkend magistraat.

De aangevochten bepaling staat weliswaar toe, na die termijn, in dergelijke ambten werkende magistraten te benoemen die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en derhalve hetzelfde vermoeden genieten. Maar, in het licht van de andere door de wetgever nagestreefde doelstellingen, inzonderheid te vermijden dat vacante betrekkingen te lang onbezet blijven (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, pp. 5 en 14), kan ervan worden uitgegaan dat die magistraten zich in een gans andere situatie bevinden dan de plaatsvervangende magistraten, vermits zij reeds een ambt van werkend magistraat hebben. De wetgever vermocht overigens van oordeel te zijn dat een plaatsvervangend rechter die gedurende zeven jaar zich niet kandidaat stelt voor een ambt van werkend magistraat, of daarin niet wordt benoemd, geen belangstelling toont of niet doet blijken van de vereisten om in een dergelijk ambt te worden benoemd.

B.5.3. Weliswaar wordt de aangevochten overgangsregeling bekritiseerd, minder op zich dan in zoverre zij de benoemingsmogelijkheden beperkt die, zonder dat een bekwaamheidsexamen was vereist, door de vroegere overgangsregeling aan de plaatsvervangende rechters werden geboden. Maar de aangevoerde grondwetsbepalingen verzetten zich niet ertegen dat de wetgever terugkomt van een oorspronkelijke optie en een andere neemt. De grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie zijn niet geschonden om de enkele reden dat een nieuwe maatregel de voornemens doorkruist van degenen die op het voortbestaan van de vroegere regeling hadden kunnen rekenen.

B.5.4. De vereiste van unanimiteit (bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991) waaraan het gunstig advies dat door het adviescomité wordt gegeven dient te voldoen en die een voorwaarde vormt voor de benoeming van een plaatsvervangend rechter in een ambt van magistraat, vormt daarentegen een maatregel die noch pertinent, noch evenredig met het nagestreefde doel is.

In tegenstelling met de vereiste van een gunstig of zeer gunstig advies, biedt de vereiste van unanimiteit immers, wat de beroepskwaliteiten van de benoemde personen betreft, geen waarborg die het risico verantwoordt dat wordt gecreëerd door aan ieder van de leden van het adviescomité een vetorecht toe te kennen.

B.5.5. Dat risico is daarentegen niet aanwezig bij de beperking van de op de nieuwe regels toegestane uitzonderingen die de wetgever heeft ingevoerd door het opzijschuiven van de kandidaatstelling van plaatsvervangende rechters met een gunstig advies, wanneer het advies omtrent de andere in artikel 21, § 1, derde lid, van dezelfde wet bedoelde kandidaten unaniem gunstig is.

Ten aanzien van de voorwaarden tot benoeming van de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid in een ambt van werkend magistraat (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid, van de wet van 9 juli 1997)

B.6.1. De verzoekers in de zaak met rolnummer 1369 klagen aan dat artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid, zonder verantwoording een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 benoemd zijn en kandidaten die geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid op de datum van inwerkingtreding van de aangevochten wet (11 januari 1998) door het voordeel voor deze laatsten van het geslaagd zijn voor het examen te beperken tot een duur van zeven jaar, die een aanvang neemt ofwel op 11 januari 1998, ofwel, indien de kandidaat op die datum de bij artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven benoemingsvoorwaarden niet vervult, op de datum waarop hij ze vervult, terwijl het voordeel van het vermoeden dat de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd genieten, niet in de tijd beperkt is. Aldus zou ook een betwistbare gelijkheid van behandeling worden teweeggebracht tussen de kandidaten die voor dat examen zijn geslaagd vóór de inwerkingtreding van de wet (artikel 4) en degenen die erna zijn geslaagd (artikel 2), zodat de eerstgenoemden op een retroactieve en discriminerende wijze het voordeel van een verkregen situatie wordt ontnomen.

B.6.2. Uit de algemene opzet van de bepalingen betreffende de benoeming van werkende magistraten blijkt dat de wetgever voorrang wil verlenen aan de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid en aan de gerechtelijke stagiairs. De beperking in de tijd van de geldigheid van het resultaat van dat examen — door een maatregel die, in tegenstelling tot wat de verzoekers beweren, niet retroactief maar van onmiddellijke toepassing is en die overigens analoog is met die welke bij de wet van 16 juli 1996 is ingeschreven in artikel 259*quater*, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek door te bepalen dat de geslaagden voor het toelatingsexamen tot de gerechtelijke stage moeten worden benoemd binnen een termijn van drie jaar na de afsluiting van het examen —, beantwoordt nochtans aan twee bijzondere doelstellingen.

De wetgever heeft geoordeeld dat een beperking in de tijd van de geldigheid van het resultaat van het examen het mogelijk maakte te vermijden, enerzijds, dat geslaagden worden benoemd die misschien niet meer beantwoorden aan de vereisten, die in de loop der tijden kunnen evolueren (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/4, p. 2, en nr. 730/6, p. 14) en, anderzijds, dat vacante ambten die door de kandidaten niet aantrekkelijk worden bevonden, te lang onbezet blijven (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, pp. 5 en 14).

De wetgever heeft die bezorgdheid geuit ten aanzien van de toekomstige geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet (artikel 2); hij kan terecht die bezorgdheid ook uiten ten aanzien van degenen die reeds geslaagd zijn (artikel 4, eerste lid, a), en tweede lid). In het licht van de aangevochten bepalingen bevinden de werkende magistraten, ook al waren ze benoemd vóór 1 oktober 1993, zich daarentegen niet in een zulkdanige situatie dat eenzelfde bezorgdheid moet worden geuit vermits zij het ambt waarin ze zijn benoemd werkelijk bekleeden en uitoefenen.

B.6.3. De grieven van de verzoekers in de zaak met rolnummer 1369 die betrekking hebben op een verschil in behandeling, wat de geldigheidsduur van het reeds behaalde getuigschrift betreft, tussen de geslaagden naar gelang van het ogenblik waarop zij voldoen aan de in artikel 191, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde voorwaarden, zijn niet gegrond. Artikel 4, tweede lid, van de aangevochten wet gaat immers uit van de bezorgdheid om aan alle geslaagden dezelfde kansen te bieden, op welk ogenblik ook zij aan alle voorwaarden voldoen.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt, in artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, aangevuld door artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259*bis* van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991, het woord « unaniem »;

— verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 26 mei 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 2329

[C — 99/21294]

Urteil Nr. 56/99 vom 26. Mai 1999

Geschäftsverzeichnisnummern 1343, 1363, 1369 und 1370

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3 und 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, erhoben von F. Bailly und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

A. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Januar 1998) erhoben von F. Bailly, wohnhaft in 6900 Marche, Pré du Chanoine 28, J.-L. Binon, wohnhaft in 5660 Couvin, rue de la Gare 35, P. Blesin, wohnhaft in

1430 Rebecq, rue du Montgras 51, J. Boxus, wohnhaft in 5100 Jambes, rue Mazy 125, D. Colinet, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue d'Orbaix 16, A. Colmant, wohnhaft in 7000 Mons, rue du Onze Novembre 9, P. Dandoy, wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, place Hallaux 3, J.-L. Demoisy, wohnhaft in 6250 Aiseau-Presles, rue des Ecoreuils 12, G. De Reytere, wohnhaft in 5500 Dinant, rue Cousot 11, L. Désir, wohnhaft in 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, C. Dieudonné, wohnhaft in 6250 Presles, rue de Golias 2, E. Dohet, wohnhaft in 5000 Namur, boulevard Baron Huart 13, B. Dozin, wohnhaft in 5080 Rhisnes, route de Gembloux 13, P. Dujardin, wohnhaft in 5590 Durnal-Yvoir, Fontaine de Gore 8, A. Gillain, wohnhaft in 6040 Jumet, rue Lambiotte 84, F. Godfroid, wohnhaft in 6250 Presles, rue des Golias 2, N. Hatzinakos, wohnhaft in 5500 Dinant, route de Givet 26, J.-F. Hicter, wohnhaft in 4570 Marchin, rue Lileau 18, R. Joly, wohnhaft in 5640 Mettet, rue de l'Estroit 37, D. Jossart, wohnhaft in 1470 Genappe, rue des Marchats 7, J.-L. Ledoux, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue du Cadastre 45, J.-M. Mahieux, wohnhaft in 5620 Florennes, rue Gérard de Cambrai 27, A. Mineur, wohnhaft in 4802 Verviers/Heusy, rue de la Maison communale 14, Y. Moline, wohnhaft in 5555 Bièvre, rue des Wez 12, P. Neuville, wohnhaft in 6001 Charleroi, Sixième Avenue 29, J. Olejnik, wohnhaft in 4500 Huy, rue de la Résistance 7, E. Orban de Xivry, wohnhaft in 6980 La Roche-en-Ardenne, route de Beausaint 29, M. Paquot, wohnhaft in 5000 Namur, rue du Parc 39, J.-P. Pochart, wohnhaft in 7503 Froyennes, rue de la Liberté 3, J.-L. Pirmez, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue Roi Albert 15, C. Poncin, wohnhaft in 7500 Tournai, rue Barre St Brice 15, H. Ravets, wohnhaft in 7850 Enghien, chaussée de Bruxelles 94, P. Roche, wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, Drève du Tumulus 54, B. Servais, wohnhaft in 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert Ier 35, P. Valvekens, wohnhaft in 1050 Brüssel, place Marie-José 6, Bk. 36, C. Van Damme, wohnhaft in 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, L. Van Malcot, wohnhaft in 5060 Sambreville, rue Vigneron 19, J. Vandenheuvel, wohnhaft in 1210 Brüssel, rue de Rotterdam 44, A. Willame, wohnhaft in 4500 Huy, rue Armand Foncoux 6, und B. Zimmermann, wohnhaft in 4830 Limbourg, Halloux 20.

Die Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen, erhoben von L. Désir und B. Servais, wurde mit Urteil Nr. 90/98 vom 15. Juli 1998, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Oktober 1998, zurückgewiesen.

B. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 26. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob M. Van Bever, wohnhaft in 1850 Grimbergen, Vinkenstraat 18, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2, 3 und 4 b) des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997.

C. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben P. Lefranc, wohnhaft in 9040 Gent, Adolf Bayensstraat 81, und K. Maenhout, wohnhaft in 2600 Antwerpen, Justitiestraat 26, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 4 Absatz 1 a) und letzter Absatz des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997.

D. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. Juli 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 b) des vorgenannten Gesetzes vom 9. Juli 1997 erhoben von L. Balcaen, wohnhaft in 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, M. Bartholomeeusens, wohnhaft in 2000 Antwerpen, Stoopstraat 1, T. Beele, wohnhaft in 9000 Gent Leopoldplein 35, Bk. 1, P. Berben, wohnhaft in 3910 Neerpelt, Boseind 33, J. Bouveroux, wohnhaft in 3500 Hasselt, Thonissenlaan 14, P. Bowman, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Van Eycklei 45, A. Burm, wohnhaft in 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, H. Buyse, wohnhaft in 1170 Brüssel, avenue Van Becelaere 26B, Bk. 1, T. Byvoet, wohnhaft in 3500 Hasselt, Leopoldplein 35, Bk. 1, M. Callant, wohnhaft in 9000 Gent, Voldersstraat 42, F. Carsau, wohnhaft in 2980 Wuustwezel, Kochdreef 1, C. Cauwe, wohnhaft in 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kerkwegel 1, J. Colpaert, wohnhaft in 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147, A. De Brabandere, wohnhaft in 9890 Baaigem, Baaigemstraat 383, J. de Chaffoy de Courcelles, wohnhaft in 2300 Turnhout, Driezenstraat 31, J. Decoene, wohnhaft in 9000 Gent, Belfortstraat 43, M. De Cramer, wohnhaft in 8940 Wervik, Nieuwstraat 23, B. De Hous, wohnhaft in 2630 Aartselaar, Antwerpsesteenweg 41, L. De Muynck, wohnhaft in 9000 Gent, Voldersstraat 32-36-42-44, L. De Schepper, wohnhaft in 8000 Brügge, Maria van Bourgondiëlaan 33A, A. De Spiegeleer, wohnhaft in 9450 Haaltert, Sint-Gorikplein 21, B. De Wulf, wohnhaft in 1620 Drogenbos, Kerkstraat 38, H. D'hoë, wohnhaft in 9032 Wondelgem, Evergemsesteenweg 105, J. D'hoest, wohnhaft in 8200 Sint-Andries, Burgemeesters de Nieulantlaan 14, J. Dierckx, wohnhaft in 2000 Antwerpen, Maarschalk Gerardstraat 26, N. Duerinck, wohnhaft in 1040 Brüssel, rue Père de Deken 9, R. Feremans, wohnhaft in 2800 Mecheln, Louisastraat 23, E. Flammée, wohnhaft in 9520 Sint-Lievens-Houtem, Polbroek 4, H. Franssens, wohnhaft in 3680 Maaseik, Weertersteenweg 299, F. George, wohnhaft in 8630 Veurne, Zuidstraat 39, X. Gielen, wohnhaft in 3500 Hasselt, Van Dijkklaan 15, C. Goris, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, M. Graré, wohnhaft in 2840 Rumst, Doelhaagstraat 68, F. Gruyters, wohnhaft in 3500 Hasselt, Lombaardstraat 22-24, J. Haentjens, wohnhaft in 9160 Lokeren, Knokkestraat 33, M. Hanssen, wohnhaft in 3600 Genk, Molenstraat 24, I. Heughebaert, wohnhaft in 8630 Veurne, Zuidstraat 39, M. Heymans, wohnhaft in 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, J.-M. Jeurissen, wohnhaft in 3290 Diest, Overstraat 49, L. Kennes, wohnhaft in 8500 Kortrijk, Roggelaan 15, A. Leleux, wohnhaft in 9220 Hamme, Kapellestraat 22, L. Loos, wohnhaft in 9300 Aalst, Majoor Claserstraat 8, A. Lust, wohnhaft in 8200 Sint-Andries, Burggraaf de Nieulantlaan 14, P. Maertens, wohnhaft in 8020 Oostkamp, Sint-Pietersplein 7-9, J. Maes, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Hemelstraat 36, B. Mailleux, wohnhaft in 3600 Genk, Molenstraat 24, D. Martens, wohnhaft in 9040 Sint-Amandsberg, Antwerpsesteenweg 360, G. Martens, wohnhaft in 8000 Brügge, Leopold I-laan 69, D. Matthys, wohnhaft in 9000 Gent, Sint-Annaplein 34, J. Mattijs, wohnhaft in 2500 Lier, Donk 54, V. Mercelis, wohnhaft in 2300 Turnhout, Warandestraat 53, J. Mertens, wohnhaft in 2900 Schoten, Verbertstraat 22, J. Mombaers, wohnhaft in 3300 Tienen, O.L.V.-Broedersstraat 3, J. Nijs, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Noordlaan 81, M. Peeraer, wohnhaft in 9000 Gent, Zuidstationsstraat 21, M. Pieters, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 6, Bk. 8, R. Pockelé-Dillens, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 166, P. Raes, wohnhaft in 9420 Erpe-Mere, Nijverheidsstraat 113, A. Sas, wohnhaft in 3620 Lanaken, Stationsstraat 76/1, D. Schutyser, wohnhaft in 9000 Gent, Vrijheidslaan 6, J. Seghers, wohnhaft in 9000 Gent, François Laurentplein 1, P. Smits, wohnhaft in 2800 Mecheln, Leopoldstraat 28, L. Steyaert, wohnhaft in 9200 Dendermonde, Sint-Gillislaan 36, G. Tillekaerts, wohnhaft in 9000 Gent, Hubert Frère-Orbanlaan 7, D. Van Den Bossche, wohnhaft in 9000 Gent, Recolettenlei 41, K. Vandenbroecke, wohnhaft in 8400 Ostende, Prinsenlaan 36, L. Vanderputte, wohnhaft in 3630 Maasmechelen, Koninginnelaan 105, J. Vander Schelden, wohnhaft in 9700 Oudenaarde, Voorburg 3, G. Van Hecke, wohnhaft in 9940 Sleidinge, Hooiwege 22A, W. Van Caeneghem, wohnhaft in 2018 Antwerpen, Quinten Metsijslaan 34, D. Van den Boer, wohnhaft in 3920 Lommel, Lepelstraat 125, J. Van Malleghem, wohnhaft in 9000 Gent, Coupure 7, F. Van Vlaenderen, wohnhaft in 9000 Gent, Krijgslaan 47, P. Verhoeven, wohnhaft in 9000 Gent, F. Rooseveltlaan 222, K. Verstele, wohnhaft in 8630 Veurne, Noordstraat 28, J. Veys, wohnhaft in 9000 Gent, Forelstraat 98, und M. Witters, wohnhaft in 3920 Lommel, Lepelstraat 15.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1343, 1363, 1369 und 1370 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

II. Verfahren

a) In der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343

Durch Anordnung vom 2. Juni 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 18. Juni 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Juni 1998.

b) *In den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370*

Durch Anordnungen vom 29. Juni 1998 und 1. Juli 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 26. August 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. September 1998.

c) *In allen Rechtssachen*

Durch Anordnung vom 8. Juli 1998 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— S. Luyten, wohnhaft in 2610 Wilrijk, Steytelinckstraat 26, mit am 16. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— J. Billiet, wohnhaft in 1760 Roosdaal, Knoddelstraat 46, J. Briquet, wohnhaft in 6220 Fleurus, chaussée de Charleroi 430, A. Grondal, wohnhaft in 4800 Verviers, rue du Palais 30, P. Kensier, wohnhaft in 7500 Tournai, rue Vauban 54, D. Rémy, wohnhaft in 5500 Dinant, Quai Jean-Baptiste Culot 20, P. Ruelle, wohnhaft in 6600 Bastogne, Isle-Le-Pré, und A. Thirifays, wohnhaft in 4800 Verviers, rue du Palais 30, mit am 22. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 24. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief (in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343) und mit am 9. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief (in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370).

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— M. Van Bever, mit am 19. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— F. Bailly und anderen, mit am 20. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— P. Lefranc und K. Maenhout, mit am 23. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— L. Balcaen und anderen, mit am 23. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 29. Oktober 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 29. Mai 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. Februar 1999 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. März 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Februar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. März 1999

— erschienen

. RA P. Gérard, beim Kassationshof zugelassen, und RÄin K. Ronse, in Brüssel zugelassen, für F. Bailly und andere, J. Billiet und andere und L. Balcaen und andere,

. RÄin I. Durnez, in Brüssel zugelassen, für M. Van Bever,

. RA X. Troch, in Gent zugelassen, für P. Lefranc und K. Maenhout,

. RA E. Brewaeys, in Brüssel zugelassen, für S. Luyten,

. RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen*

Die Artikel 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten bestimmen:

«Art. 2. Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches wird um einen § 6 ergänzt, der folgendermaßen lautet:

’ § 6. Die Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung behalten den Vorteil ihres Prüfungsergebnisses während sieben Jahren ab dem Datum des Prüfungsprotokolls bei.’

Art. 3. Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wird wie folgt ergänzt:

’ Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist.’

Art. 4. ’ Übergangsmaßnahmen ’

Die in Artikel 259bis § 6 des Gerichtsgesetzbuches genannte Frist beginnt mit dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes:

a) für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt die Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne von Artikel 259bis § 4 desselben Gesetzbuches bestanden haben;

b) für die in Artikel 21 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 genannten Personen, die zu diesem Zeitpunkt als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne des Artikels 259bis § 4 desselben Gesetzbuches gelten.

Für die in Absatz 1 a) genannten Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes nicht die in Artikel 191 § 2 desselben Gesetzbuches genannten Ernennungsbedingungen erfüllen, fängt diese Frist zu dem Zeitpunkt an, an dem sie diese Ernennungsbedingungen erfüllen.»

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370 und Interventionsschriftsatz von J. Billiet und anderen Klageschrift

A.1.1. In seinem Urteil Nr. 53/94 habe der Hof geurteilt, daß es gerechtfertigt gewesen sei, die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 im Dienst gewesen seien, von der in Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches genannten Prüfung der beruflichen Eignung freizustellen, da die stellvertretenden Richter mit den aktiven Richtern, die ebenfalls als Absolventen dieser Prüfung gegolten hätten, hätten gleichgesetzt werden können.

A.1.2. Das Gesetz vom 9. Juli 1997 enthalte drei Maßnahmen, gegen die die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter Einwände erhoben. Sie sähen die unwiderlegbare Vermutung, die Prüfung bestanden zu haben, auf eine zeitweilige Vermutung reduziert; während des Zeitraums, innerhalb dessen diese Vermutung gelte, könnten sie überdies nur zu aktiven Richtern ernannt werden, wenn sie eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten (Erfordernis einer qualifizierten Bewertung) und insofern kein Prüfungsabsolvent, Anwärter oder aktiver Magistrat mit einer einstimmig günstigen Bewertung kandidiere (Regel der Priorität bestimmter Mitbewerber).

Zur Untermauerung der Nichtigkeitsklage würden drei Klagegründe angeführt, von denen der zweite und der dritte hilfsweise vorgebracht würden.

Erster Klagegrund

A.1.3. Indem Artikel 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 die Annahme, die für die stellvertretenden Richter geltende Prüfung der beruflichen Eignung bestanden zu haben, auf sieben Jahre begrenze, schaffe er ohne eindeutige Rechtfertigung die Gleichheit (eingeführt durch das Gesetz vom 6. August 1993 und zuerkannt durch das Urteil Nr. 53/94) zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 in ihr Amt eingesetzt worden seien, und den ebenfalls vor diesem Datum ernannten Magistraten ab, so daß der Vorteil der Annahme, bestanden zu haben, künftig nur für die Erstgenannten begrenzt sei, während dies für die Letztgenannten nicht zutrefte.

A.1.4. Indem die Maßnahme inspiriert worden sei durch die Sorge, die für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltende Regelung gleichzustellen mit der für die heutigen Prüfungsabsolventen geltenden Regelung, für die der Vorteil, bestanden zu haben, künftig auf sieben Jahre begrenzt sei — die nach dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten auch eine Prüfung der beruflichen Eignung absolvieren, um zu aktiven Richtern ernannt werden zu können —, komme sie einem Rückschritt gleich, der an sich verfassungswidrig sei, da die Gründe, die die durch den Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 festgelegte Gleichstellung gerechtfertigt hätten, nicht verschwunden seien. Die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten den gleichen Bedingungen gerecht werden wie die aktiven Richter, um ernannt zu werden, so daß die 1993 festgelegte Annahme, die Prüfung absolviert zu haben, nicht mehr angefochten werden könne, besonders durch eine Begrenzung *ratione temporis*.

Zweiter Klagegrund

A.1.5. In einem ersten Teil werde Kritik geäußert an Artikel 21 § 1 Absatz 2 Satz 2 (hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes) des Gesetzes vom 18. Juli 1991, da er eine Diskriminierung zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und den anderen Bewerbern für die betreffenden gerichtlichen Ämter einführe, weil nur die Ernennung der Erstgenannten künftig von einer einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängen.

Unter Vorbehalt des ersten Klagegrunds könne die Notwendigkeit einer günstigen Bewertung zwar gerechtfertigt werden aufgrund der großen Heterogenität unter den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern. Insofern die Gesamtheit dieser stellvertretenden Richter konkurrieren könne mit der Bewerbung eines Kandidaten, der die Prüfung absolviert oder die Probezeit beendet habe, könne es sich, um die Qualität der Bewerbungen für stellvertretende Richter zu gewährleisten, als vernünftig erweisen, jede Bewerbung eines dieser Kandidaten von einer günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängig zu machen.

Das Erfordernis der Einstimmigkeit im Beratungsausschuß, mit dem man für die stellvertretenden Richter, von denen angenommen werde, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert hätten, dieselbe Objektivierung gewährleisten würde, sei hingegen übertrieben, insofern jedem Mitglied des Beratungsausschusses, der sich über die Bewerbung des betreffenden stellvertretenden Richters aussprechen müsse, ein echtes «Vetorecht» eingeräumt werde. Eine einzige negative Stimme, eventuell als Folge einer geheimen Abstimmung, wäre ausreichend, die Bewerbung eines stellvertretenden Richters nicht mehr zu berücksichtigen, während die Gründe für diese negative Stimmabgabe sich vielleicht überhaupt nicht auf die berufliche Eignung des betreffenden Kandidaten bezögen. Man sehe keinen objektiven und vernünftigen Grund dafür, weshalb die Bewerbung eines stellvertretenden Richters und eines jeden anderen Kandidaten nicht gleichgesetzt werden sollte.

A.1.6. In einem zweiten Teil werde an derselben Bestimmung hilfsweise Kritik geäußert, denn selbst wenn man davon ausgehe, daß das Erfordernis der Einstimmigkeit die Gleichheit zwischen den stellvertretenden Richtern und den Absolventen der Prüfung oder den Anwärtern, die ihre Probezeit beendet hätten (*quod non*), gewährleiste, führe dieses Erfordernis doch noch zu einer Diskriminierung zwischen den stellvertretenden Richtern und den aktiven Magistraten, obgleich die Ernennungsbedingungen vor dem 1. Oktober 1993 identisch gewesen seien.

In dieser Hinsicht müsse eine weitere Unterscheidung gemacht werden zwischen der Bewerbung des aktiven Magistrats, der nach der Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannt worden sei, und der des aktiven, ohne Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannten Magistrats, d.h. auf der gleichen Grundlage wie jener, die vor dem 1. Oktober 1993 zur Ernennung der stellvertretenden Richter geführt habe. Wenn die günstige Bewertung für einen stellvertretenden Richter hinsichtlich der ersten Kategorie aktiver Magistrate gerechtfertigt werden könne, dann sehe man hingegen keinen Grund, das Erfordernis der Einstimmigkeit hinsichtlich der Berücksichtigung der Bewerbung eines aktiven, auch ohne Absolvierung einer Prüfung oder eines Auswahlverfahrens ernannten Magistrats aufrechtzuerhalten; wenn es, zu Recht oder zu Unrecht, einen Verdacht der Politisierung gebe, dann bestehe dieser in beiden Fällen.

Dritter Klagegrund

A.1.7. Einem ersten Teil zufolge verletze Artikel 21 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes, die Gleichheit bezüglich der Vermutung, die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert zu haben, einer Vermutung, die für alle stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, hinsichtlich aller anderen Mitbewerber gelte (und dies kraft Artikel 3 des Gesetzes vom 6. August 1993, der Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ergänzt habe), ungeachtet dessen, ob sie die Prüfung oder das Auswahlverfahren absolviert hätten oder man sie als Absolventen betrachte, so wie die aktiven Magistrate am 1. Oktober 1993. Die angefochtene Bestimmung verleihe nämlich diesen Mitbewerbern den Vorrang hinsichtlich der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter, selbst wenn diese vom Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten.

A.1.8. Die Maßnahme sei unverhältnismäßig, insofern sie eine Abänderung der für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltenden Vermutung, die Prüfung absolviert zu haben, beinhalte. Nun, da der Gesetzgeber die stellvertretenden Richter mit Absolventen der Prüfung oder mit Anwärtern, die ihr Auswahlverfahren absolviert hätten, mittels einer Vermutung — nach dem Vorbild der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistrate — gleichstelle, dürfe er hinsichtlich Erstgenannter keine ungünstigen Voraussetzungen schaffen, die zur Folge hätten, daß ihre Ernennung zu aktiven Richtern behindert werde, wenn sie mit den Zweitgenannten konkurrieren würden.

A.1.9. In einem zweiten Teil werde dieselbe Diskriminierung angeklagt, insofern sie besonders betont sei hinsichtlich der Bewerbung eines aktiven Magistrats. Wenn er weder das Auswahlverfahren noch die Prüfung absolviert habe, weil diese noch nicht vorausgesetzt worden seien, verfüge er über keine andere zusätzliche Qualifikation hinsichtlich des stellvertretenden Richters als die, ein Magistrat zu sein, der regelmäßige Sitzungen abhalte. Dieser einzige tatsächliche Umstand garantiere weder die Qualität der erbrachten Arbeit, noch die «Entpolitisierung» des Kandidaten. Man sehe keinen Grund dafür, dem aktiven Magistrat hinsichtlich des vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richters den Vorrang einzuräumen. Während beide als Absolventen der Eignungsprüfung angesehen würden, verhindere dieser Vorrang die Berücksichtigung der Bewerbung des stellvertretenden Richters, der doch eine einstimmig günstige Bewertung erhalten habe.

Diese Vorrangsregel komme zusätzlich zu der nur dem stellvertretenden Richter auferlegten Verpflichtung hinzu, eine einstimmig günstige Bewertung durch den Beratungsausschuß zu erhalten, so wie im vorhergehenden Klagegrund kritisiert worden sei.

Interventionsschriftsatz von S. Luyten (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343)

A.1.10. Die in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343 erhobene Klage, die sich auf die Artikel 3 und 4 Absatz 1 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 beziehe, sei zurückzuweisen.

A.1.11. Der Interventionskläger, der seit 1990 stellvertretender Friedensrichter sei, habe im Juni 1993 die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden und sei 1994 zum ergänzenden Friedensrichter ernannt worden; er habe sich um eine Stelle als Friedensrichter beworben und habe vom Beratungsausschuß eine günstige Bewertung erhalten.

Das Amt sei einem Kandidaten zugewiesen worden, der kein Zeugnis über die berufliche Eignung innegehabt habe, jedoch lediglich über mehr Anciennität als Rechtsanwalt und als stellvertretender Friedensrichter verfügt habe.

Der Interventionskläger habe die Nichtigerklärung dieser Ernennung vor dem Staatsrat beantragt, der in einer ähnlichen Rechtssache seiner These beigepflichtet habe.

A.1.12. Ein Behandlungsunterschied sei die unausweichliche Folge einer Änderung des Ernennungsverfahrens sowie der Beschränkung der Ernennungsbedingungen. Diese Gesetzesänderung bezwecke eine Objektivierung der Ernennungen in der Magistratur. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung würden nicht durch die bloße Tatsache verletzt, daß ein Gesetz durch die Festlegung des Tages, an dem es in Kraft trete, einen Behandlungsunterschied einführe zwischen denjenigen, die unter die Geltung des Gesetzes fallen würden, und denjenigen, die nicht darunter fallen würden, und genauso wenig durch die bloße Tatsache, daß es die Pläne derjenigen durchkreuzen würde, die von der Aufrechterhaltung des früheren Gesetzes ausgegangen wären. Schließlich verböten die neuen Bestimmungen nicht die Ernennung stellvertretender Richter in ein Amt als aktiver Richter, wenn sie die einstimmig günstige Bewertung, die in der fraglichen Bestimmung vorgesehen sei, erhielten.

Schriftsätze des Ministerrats (Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370)

A.1.13. Artikel 4 Absatz 1 b) des angefochtenen Gesetzes verstoße nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die aktiven Magistrate und die stellvertretenden Richter seien keine vergleichbaren Kategorien. Die stellvertretenden Richter seien nämlich Rechtsanwälte und Notare, die nur gelegentlich Sitzungen abhalten würden.

A.1.14. Es gebe einen objektiven Unterschied zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistraten und den vor demselben Datum ernannten stellvertretenden Richtern.

Die angefochtene Bestimmung sei eine Übergangsmaßnahme zur Milderung eines ursprünglichen Entwurfs, der darauf abgezielt habe, die Ernennungen in der Magistratur zu objektivieren, indem die Möglichkeit, einen stellvertretenden Richter zum amtierenden Richter zu ernennen, abgeschafft werde. Diese Möglichkeit sei für einen Zeitraum von sieben Jahren aufrechterhalten worden, genauso wie bei den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung.

Der Gesetzgeber habe in angemessener Weise davon ausgehen können, daß ein stellvertretender Richter kein Interesse an einem Amt als aktiver Magistrat mehr habe, wenn er seine Bewerbung nicht im Laufe der sieben Jahre eingereicht habe, während deren er die Vermutung genieße, die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden zu haben.

Eine solche Maßnahme sei nicht unverhältnismäßig, da die stellvertretenden Richter nach Ablauf dieser Zeitspanne die Möglichkeit hätten, an dieser Prüfung teilzunehmen und sie in Anbetracht ihrer Erfahrung zu bestehen.

Der Umstand, daß das neue Gesetz von dem 1997 verabschiedeten Gesetz abweiche, stelle keinen ausreichenden Nachweis für die Verfassungswidrigkeit der angefochtenen Bestimmungen dar.

A.1.15. Die durch den angefochtenen Artikel 3 vorgeschriebene einstimmig günstige Bewertung werde durch die Tatsache gerechtfertigt, daß die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien (die ohne die fragliche Übergangsmaßnahme die Möglichkeit verloren hätten, zum amtierenden Richter ernannt zu werden), nur Gegenstand der Vermutung seien, die Prüfung der beruflichen Eignung erfolgreich absolviert zu haben, ohne tatsächlich an dieser oder an jeder anderen Prüfung teilgenommen zu haben, im Gegensatz zu den anderen Kandidaten, während laut bestimmten Erklärungen, die bei der Entstehung des Gesetzes abgegeben worden seien, gewisse stellvertretende Richter ihrer Aufgabe nicht gewachsen seien (Schriftsatz eingereicht in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343); die Maßnahme bezwecke die Gewährleistung der Entpolitisierung sowie der Qualität der Magistratur und sei nicht unverhältnismäßig, da sie die Ernennung der Betroffenen unter der Voraussetzung einer einstimmig günstigen Bewertung ermögliche. Auch in der Annahme, daß geurteilt werden sollte, daß die vor dem

1. Oktober 1993 ernannten aktiven Richter und die vor diesem Datum ernannten stellvertretenden Richter vergleichbare Kategorien darstellen würden (quod non), so gebe es immerhin zwischen ihnen — wie bereits dargelegt worden sei — einen objektiven Unterschied, der die angefochtene Maßnahme rechtfertige (Schriftsatz eingereicht in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1363, 1369 und 1370).

A.1.16. Der Vorrang zugunsten der anderen Kandidaten sei sinngemäß zu rechtfertigen.

Erwiderungsschriftsätze von F. Bailly und anderen (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1343) und von L. Balcaen und anderen (Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1370)

A.1.17. Der Ministerrat versuche nunmehr dasjenige zu betonen, was die aktiven Magistrate von den stellvertretenden Magistraten unterscheide, während alles Mögliche aufgeboden worden sei, eine Annäherung zwischen beiden herbeizuführen — so seien etwa die Disziplinarmaßnahmen und Unvereinbarkeiten grundsätzlich gleich —, und der Hof eine völlige Gleichstellung zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und den aktiven Richtern erlaubt habe. Die früher festgelegte Gleichheit sei aufgehoben worden, während vor 1993 die stellvertretenden Richter, die meistens unentgeltlich tätig seien, dazu veranlaßt worden seien, tatsächlich entweder ein Gericht — insbesondere gewisse «kleinere Friedensgerichte» — oder eine Gerichtskammer zu verwalten, und zwar um Abwesenheiten, Krankheitsfälle oder nichtvorhandene Ernennungen auszugleichen.

A.1.18. Das Bemühen, der «Politisierung» der Ernennungen in der Magistratur ein Ende zu bereiten, habe sich vor dem 1. Oktober 1993 sowohl auf die Ernennung aktiver Magistrate als auch auf die Ernennung stellvertretender Richter bezogen. Auch wenn es verfassungsmäßig unmöglich sei, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistrate dazu zu verpflichten, eine Prüfung der beruflichen Eignung abzulegen, und zwar in Anbetracht von Artikel 152 der Verfassung, so scheine diese Bestimmung ebenfalls für die stellvertretenden Richter zu gelten. Es wäre lediglich gerechtfertigt, der Vermutung, die die Betroffenen genießen würden, eine zeitweilige Beschaffenheit zu vermitteln, wenn die Vermutung einer parteiischen Ernennung festgestellt worden wäre. Dies sei jetzt aber nicht der Fall, da ihre Arbeit gelobt worden sei und andere, ähnliche Garantien bereits bestünden, und zwar die Bewertung — durch den Beratungsausschuß — der Erfahrung und Fähigkeit, die jeder stellvertretende Richter, der sich um eine Stelle als aktiver Richter bewerben würde, habe erwerben können, im Vergleich zu Personen, die die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden oder die Probezeit beendet hätten.

Der Gesetzgeber könne seine Politik zwar ändern, aber eine solche Änderung könne nur dann gerechtfertigt werden, wenn neue Beweggründe zutage getreten seien. Dies sei hier jedoch nicht der Fall. Weder das Amt eines stellvertretenden Richters, noch die Eigenschaften derjenigen, die vor 1993 ernannt worden seien, hätten sich derart geändert, daß der Gesetzgeber 1997-1998 ohne Verfassungsverletzung eine Gleichheit hätte aufheben können, die er 1991 eingeführt habe und die der Hof für gerechtfertigt gehalten habe.

A.1.19. Das Erfordernis einer einstimmig günstigen Bewertung sei ungerechtfertigt, denn es höhle die Vermutung völlig aus. Wenn beschlossen worden sei, daß die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten würden, so bestehe das Ziel darin, daß sie als Kandidaten betrachtet werden würden, die diese Prüfung bestanden hätten, nicht aber, sie bei der erstbesten Gelegenheit damit zu konfrontieren, daß sie sich von den anderen Kandidaten unterscheiden würden, weil sie nicht tatsächlich diese Prüfung bestanden hätten. Daß gewisse stellvertretende Richter nicht so effizient wären, wie man es von ihnen erwarten würde, rechtfertige überdies nicht, daß der Zugang zu den Stellen als aktiver Magistrat strenger gemacht werde für die Gesamtheit dieser stellvertretenden Richter als für jeden anderen Kandidaten.

Das Erfordernis der Einstimmigkeit übersteige somit die zu beachtende Verhältnismäßigkeit zwischen der verfolgten Zielsetzung und den eingesetzten Mitteln. Wenn es darum gehe, die Bewerbungen der stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, «zu selektieren», so könne man keinen Mechanismus einführen, der wegen seiner absoluten Beschaffenheit auf übermäßige Weise einer Vermutung der Fähigkeit, die 1991 durch den Gesetzgeber festgelegt worden sei, Abbruch tue, auch wenn 1997 diese Vermutung zeitlich begrenzt worden sei (siehe den ersten Klagegrund).

A.1.20. Hinsichtlich der durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführten Vorrangsregel sei an erster Stelle darauf hinzuweisen, daß die Rechtsprechung des Hofes keineswegs ausschließe, daß ein nicht für ernsthaft gehaltener Klagegrund nachträglich als begründet angenommen werde und zur völligen oder teilweisen Nichtigerklärung der angefochtenen Rechtsnorm führe. Im Urteil Nr. 90/98 habe sich der Hof diesbezüglich vorsichtig ausgedrückt.

Die Frage der Priorität, die vom Hof in diesem Urteil zwar anerkannt worden sei, sei vielleicht erneut zu prüfen, unter Beachtung des besonderen Umstands, der in den Klagen auf einstweilige Aufhebung zum Ausdruck gekommen sei, über den allerdings nicht befunden worden sei. Das Prinzip des absoluten Vorrangs nach Artikel 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 übersteige nämlich die richtige Verhältnismäßigkeit, indem es unter anderem einem Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, einem aktiven Magistrat oder einem Gerichtsanwalt, der nur eine günstige Bewertung erhalte, ermögliche, die Bewerbung eines stellvertretenden Richters, der eine einstimmig günstige Bewertung erhalten würde, zu verdrängen. Bei sonstiger völliger Aushöhlung der Vermutung könne der Gesetzgeber hinsichtlich des letzteren keinen Grund der Ungnade schaffen, der seine Ernennung verhindern würde, wenn er mit den ersteren in Konkurrenz treten müsse. Diese Diskriminierung trete insbesondere im Falle aktiver Magistrate zutage, die nicht ein Auswahlverfahren oder eine Prüfung absolviert hätten und somit keinerlei zusätzliche Eigenschaft im Vergleich zu den stellvertretenden Richtern nachweisen würden (abgesehen von der Tatsache, daß sie ständig Sitzungen abhalten würden, was weder die Qualität der geleisteten Arbeit noch die «Entpolitisierung» des Kandidaten gewährleiste), insbesondere im Falle derjenigen, die eine sehr günstige Bewertung erhalten hätten.

Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1363

Klageschrift

A.2.1. Der Kläger, der 1989 zum stellvertretenden Friedensrichter ernannt worden sei, weise das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der fraglichen Bestimmungen auf.

A.2.2. Die in den Artikeln 2 und 4 des angefochtenen Gesetzes vorgeschriebene siebenjährige Frist schaffe eine Diskriminierung unter den Magistraten, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, je nachdem, ob sie aktive Magistrate oder stellvertretende Magistrate seien (die vorgebrachte Argumentierung entspricht derjenigen, die in A.1.4 wiedergegeben wurde). Der Grundsatz der Rechtssicherheit und der Vorhersehbarkeit des Rechts werde auf diskriminierende Weise beeinträchtigt, da sich der Kläger von der organisierenden und nichttransitorischen Beschaffenheit des Artikels 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 und der Artikel 259^{bis} und 259^{quater} des Gerichtsgesetzbuches habe ausgehen können. Ein endgültig erworbenes Recht könne nicht widerrufen werden. In der Annahme — so wie es ohne jegliche Begründung in den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz geschehen sei —, daß alle stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, eine politische Ernennung erhalten hätten, so müßte die gleiche Annahme auch für die aktiven Magistrate, die vor diesem Datum unter den gleichen Bedingungen ernannt worden seien, gelten.

A.2.3. Die gleiche Frist führe eine Diskriminierung unter den stellvertretenden Richtern herbei, und zwar zugunsten derjenigen, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, gegenüber denjenigen, die nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden seien, wohingegen es sich dabei um vergleichbare Kategorien handle, denn die Ernennung unterliege bei den beiden Kategorien den gleichen Bedingungen, wobei der einzige Unterschied darin bestehe, daß bei den Angehörigen der zweiten Kategorie nicht einmal die Vermutung gelte, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten.

Der Ministerrat behaupte nämlich in dem Schriftsatz, den er in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291 ff. eingereicht habe, daß diese stellvertretenden Richter tatsächlich als Magistrate zu betrachten seien. Diese Rechtssachen, in denen der Kläger auch die Nichtigerklärung beantrage, bezögen sich auf eine neue Kategorie von stellvertretenden Richtern, und zwar auf die stellvertretenden Gerichtsräte (Gesetz vom 9. Juli 1997); diese Gerichtsräte, die nach einer zwanzigjährigen Tätigkeit als Magistrat oder Professor ernannt worden seien, würden als Magistrat gelten und könnten somit ohne zeitliche Begrenzung ernannt werden (genauso wie die stellvertretenden Richter, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien), und zwar für Ämter, zu denen der Kläger erst sieben Jahre nach dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes Zugang haben werde. Dies sei überhaupt nicht logisch. In Anbetracht der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung sei es nicht gerechtfertigt.

Auch in der Annahme, daß das Gesetz dahingehend ausgelegt werden sollte, daß es die Vermutung, die die aktiven Magistrate, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, genießen würden, auf sieben Jahre begrenze, so würde der Kläger weiterhin diskriminiert werden angesichts der stellvertretenden Richter, die nach diesem Datum ernannt worden seien und denen die siebenjährige Frist nicht auferlegt werde, in Anbetracht der Tatsache, daß sie nicht an der Eignungsprüfung teilgenommen hätten, nicht als Absolventen dieser Prüfung gelten würden und somit nicht den Vorteil ihres Prüfungsergebnisses verlieren könnten.

A.2.4. Die Vorrangsregel und die Voraussetzung der einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß im Sinne von Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes führe auch eine Diskriminierung herbei zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, einerseits und den stellvertretenden Richtern, die nach diesem Datum ernannt worden seien, sowie den aktiven Richtern, die vor diesem Datum ernannt worden seien, andererseits. Für diesen Vorrang gebe es weder ein objektives Kriterium noch eine angemessene Rechtfertigung.

Schriftsatz des Ministerrats

A.2.5. Die erste vom Kläger angeprangerte Diskriminierung bedürfe der gleichen Antwort wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370.

Hinsichtlich der zweiten Diskriminierung gebe es einen objektiven Unterschied, der die angefochtene Maßnahme rechtfertige, zwischen den stellvertretenden Richtern, je nachdem, ob sie vor oder nach dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, denn die Annahme des Bestehens der Prüfung der beruflichen Eignung, die nunmehr auf sieben Jahre begrenzt sei, gelte für diejenigen, die vor diesem Datum ernannt worden seien, wobei die anderen erst dann ernannt werden könnten, wenn sie diese Prüfung bestanden hätten (Urteil Nr. 53/94 des Hofes); für sie sei keinerlei Frist vorgesehen, wobei hervorzuheben sei, daß ihre Ernennung von der Prüfung abhängig sei.

A.2.6. Der Beschwerdegrund, den der Kläger aus einem Vergleich zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien und auf die die fragliche siebenjährige Frist anwendbar sei, und den stellvertretenden Gerichtsräten, für die keinerlei Frist vorgesehen sei, ableite, entbehre der rechtlichen Grundlage, denn die stellvertretenden Gerichtsräte genossen — im Gegensatz zu dem, was der Kläger behaupte — nicht die Vermutung des Bestehens der Prüfung der beruflichen Eignung; ihre Ernennung in ein Amt als aktiver Magistrat sei also vom Bestehen dieser Prüfung abhängig, und der Genuß des Absolvierens dieser Prüfung sei auf sieben Jahre begrenzt.

A.2.7. Der vom Kläger angesichts des Artikels 3 des angefochtenen Gesetzes vorgebrachte Beschwerdegrund bedürfe der gleichen Antwort wie in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1343 und 1370.

Erwiderungsschriftsatz von M. Van Bever

A.2.8. Der Ministerrat fasse den Begriff «Magistrat» in dieser Rechtssache anders auf als in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291 bis 1293; demzufolge sei eine Verbindung notwendig.

A.2.9. Der unerhebliche Umstand, daß die meisten stellvertretenden Richter Rechtsanwälte und Notare seien, die nur gelegentlich als Magistrat Sitzungen abhalten würden, verhindere nicht, daß die aktiven Richter und die stellvertretenden Richter, die beide beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 im Amt seien, vergleichbare Kategorien darstellen würden.

Wenn man davon ausgehen würde, daß ein stellvertretender Richter nicht mehr an einer Ernennung zum aktiven Richter interessiert wäre, wenn er sich während der Zeit von sieben Jahren, in der er die Vermutung genieße, die Prüfung bestanden zu haben, nicht um ein solches Amt bewerbe, müsse man vernünftigerweise davon ausgehen, daß das gleiche gelte für den Richter am Gericht erster Instanz, der sich während derselben Zeitspanne nicht beim Appellationshof bewerbe. Das Bemühen, politischen Ernennungen ein Ende zu setzen, müßte außerdem in den beiden Fällen zum Ausdruck kommen. Wenn es schließlich stimme, daß die Prüfung der beruflichen Eignung kein Hindernis für den stellvertretenden Richter darstellen würde, der es gewohnt sei, Urteile zu fällen, so müßte man davon ausgehen, daß das gleiche für den aktiven Richter gelte.

A.2.10. In seinem Schriftsatz widerrufe der Ministerrat den Standpunkt, den er in jenem Schriftsatz vertreten habe, welchen er in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291, 1292 und 1293 eingereicht habe und dem zufolge der stellvertretende Magistrat, der nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden sei, als Magistrat im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zu betrachten sei. Die Rechtssicherheit sei nicht mehr gewährleistet und diese gegensätzlichen Behauptungen sowie diejenigen, welche sich auf die stellvertretenden Gerichtsräte bezögen, die an der Prüfung der beruflichen Eignung teilnehmen müßten, mache die Verbindung der vorliegenden Rechtssache mit den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnisnummern 1291, 1292 und 1293 erforderlich.

A.2.11. Das Erfordernis einer einstimmig günstigen Bewertung im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 sei nicht gerechtfertigt, weil, ausgehend von der Annahme, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten, die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden seien, jenen Personen gleichgestellt würden, die diese Prüfung tatsächlich bestanden hätten. Außerdem sei eine eventuelle Ernennung für einen stellvertretenden Richter praktisch inexistent, da eine einzige ungünstige Bewertung ausreiche, um seine Chancen zunichte zu machen.

*Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369**Klageschrift*

A.3.1. Die Kläger seien Rechtsanwälte, hätten am 14. Juni 1993 bzw. am 17. März 1995 das Zeugnis über die berufliche Eignung erworben, welches für die Ausübung gerichtlicher Funktionen erforderlich sei, und seien am 14. März 1996 bzw. am 28. März 1995 zum stellvertretenden Friedensrichter und zum stellvertretenden Richter am Gericht erster Instanz ernannt worden. Sie könnten sich bewerben — bzw. würden sich kurzfristig bewerben können — um verschiedene Ämter als Richter oder Staatsanwalt und würden somit das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen nachweisen.

A.3.2. Der Klagegrund beruhe auf der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem Artikel 4 Absatz 1 a) und letzter Absatz des angefochtenen Gesetzes für die Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung den Vorteil (bisher zeitlich unbegrenzt gültig) ihres Prüfungsergebnisses auf sieben Jahre begrenze, und zwar ab dem Inkrafttreten des Gesetzes, bzw. für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt nicht die Ernennungsbedingungen im Sinne von Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches erfüllt hätten, ab dem Datum, an dem sie diese Bedingungen erfüllen würden. Indem das angefochtene Gesetz rückwirkend die Gültigkeitsdauer des Prüfungsergebnisses begrenze, verursache es einen Behandlungsunterschied zwischen denjenigen, die die Prüfung bestanden hätten, und denjenigen, bei denen davon ausgegangen werde, daß sie die Prüfung bestanden hätten, indem die Situation der Letztgenannten im Sinne von Artikel 21 § 1 Absätze 1 und 5 (frühere Absätze 1 und 3) des Gesetzes vom 18. Juli 1991 unverändert bleibe, da sie ohne jegliche zeitliche Begrenzung den Vorteil der Vermutung des Bestehens der Prüfung beibehalten würden. Die frühere Gesetzgebung habe beide jedoch gleichgestellt, genauso wie sie die Personen im Sinne von Artikel 21 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzes mit jenen Personen gleichgestellt habe, auf die sich der zweite Absatz dieser Bestimmung beziehe (die Nichtigerklärung von Artikel 4 Absatz 1 b) des Gesetzes werde also berechtigterweise beantragt, aufgrund des Urteils Nr. 53/94 des Hofes).

A.3.3. Das neue Gesetz behandle gleichermaßen, ohne jede Rechtfertigung, diejenigen, die jetzt die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden hätten, und diejenigen, die sie in Zukunft bestehen würden, während sie sich in einer grundverschiedenen Lage befänden und es einer neuen Gesetzgebung inhärent sei, daß es einen Behandlungsunterschied gibt zwischen denjenigen, die sich unter der Geltung der früheren Gesetzgebung auf eine erworbene Situation hätten berufen können (die die betreffende Prüfung bestanden hätten), und denjenigen (die diese Prüfung noch nicht bestanden hätten), auf die die neue Gesetzgebung anwendbar sein werde (Artikel 259 § 6 des Gerichtsgesetzbuches).

A.3.4. Der Klagegrund, dem zufolge der Gesetzgeber behaupte, daß die Absolventen der Prüfung bald ein Amt als aktiver Magistrat innehaben würden — die plötzlich eintretende Begrenzung der Dauer des Absolvierens der Prüfung der beruflichen Eignung auf sieben Jahre sowohl für diejenigen, die das Zeugnis erhalten hätten, als auch für diejenigen, die es noch erhalten sollten — sei unverhältnismäßig, da Artikel 259bis § 6 des Gerichtsgesetzbuches nicht erfordere, daß diejenigen, die an der Prüfung teilnehmen würden, das gesetzliche Erfordernis der beruflichen Erfahrung erfüllen würden, da das Zeugnis nicht zur Ernennung in ein Amt als Magistrat berechtige, da auf übermäßige Art und Weise die wohl erworbenen Rechte derjenigen beeinträchtigt würden, die dieses Zeugnis erhalten hätten, und da die Gültigkeitsfrist des bereits erworbenen Zeugnisses je nachdem unterschiedlich sei, ob der Inhaber die Ernennungsbedingungen im Sinne von Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches erfülle oder nicht.

Schriftsatz des Ministerrats

A.3.5. Indem die heutigen und zukünftigen Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung identisch behandelt würden, wolle das angefochtene Gesetz verhindern, daß die eventuellen Kandidaten eine Art Lebensversicherung aufbauen würden. Genauso wie bei den stellvertretenden Richtern habe der Gesetzgeber geurteilt, daß der Ablauf der siebenjährigen Frist darauf schließen lasse, daß der Kandidat nicht mehr an einer Ernennung zum aktiven Magistrat interessiert sei. Die siebenjährige Dauer vermittele dieser Frist eine angemessene Beschaffenheit.

A.3.6. Die Kläger würden zu Unrecht behaupten, daß das angefochtene Gesetz rückwirkend sei. Es habe sofortige Wirkung und führe eine neue Bestimmung ein, die auf die Absolventen der Prüfung anwendbar sei, ohne die wohl erworbenen Situationen anzutasten; die Kläger seien nämlich noch nicht zum aktiven Magistrat ernannt worden und hätten kein subjektives Recht an einer solchen Ernennung erworben. Diese Regelung entspreche den allgemeinen Grundsätzen bezüglich der zeitlichen Begrenzung von Rechtsverhältnissen, die früher nicht zeitlich begrenzt gewesen seien, sowie bezüglich der Verkürzung der Verjährungsfristen.

Erwiderungsschriftsatz von P. Lefranc und K. Maenhout

A.3.7. Der Ministerrat antworte nicht auf den Beschwerdegrund, dem zufolge das angefochtene Gesetz einen Behandlungsunterschied herbeiführe zwischen denjenigen, die die Prüfung bestanden hätten, und denjenigen, bei denen davon ausgegangen werde, daß sie die Prüfung bestanden hätten, und die ohne zeitliche Begrenzung den Genuß der Vermutung, die Prüfung bestanden zu haben, beibehalten würden. Es sei nicht einzusehen, weshalb der Absolvent plötzlich den Vorteil des Absolvierens der Prüfung verlieren würde — wobei er *per definitionem* mehrere Jahre lang ein Amt als stellvertretender Richter ausgeübt habe und die Berufsausbildung für Magistrate belegt habe —, während der aktive Magistrat, der vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ernannt worden sei — aber keine berufliche Erfahrung erworben habe und nicht die Berufsausbildung belegt habe — ohne zeitliche Beschränkung den Vorteil der Vermutung des Absolvierens der Prüfung beibehalten würde.

A.3.8. Der Verlust des Interesses an den betreffenden Ämtern, der — so der Ministerrat — die Gleichbehandlung zwischen den Absolventen rechtfertigen würde, auf die die frühere Regelung anwendbar gewesen sei (zeitlich unbegrenzt geltendes Zeugnis), und den zukünftigen Absolventen, die der neuen Regelung unterworfen seien (zeitlich begrenzt geltendes Zeugnis), sei keine adäquate Rechtfertigung, denn die Kläger hätten die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden — es werde nicht bloß davon ausgegangen, daß sie diese Prüfung bestanden hätten — in einer Zeitspanne, wo diese Prüfung bereits erforderlich gewesen sei, um den politischen Ernennungen ein Ende zu bereiten. Das betreffende Zeugnis sei keine Art von Versicherung für die Zukunft, da die Kläger ihr Interesse nachgewiesen hätten, indem sie zum stellvertretenden Magistrat (unentgeltlich) ernannt worden seien, indem sie tatsächlich dieses Amt ausüben würden und indem sie an der Berufsausbildung für Magistrate teilnehmen würden. Die Dauer von sieben Jahren, die für die stellvertretenden Magistrate berücksichtigt werde, sei für die Kategorie, zu der die Kläger gehören würden, auf willkürliche Art und Weise zugrunde gelegt worden.

A.3.9. Der Gesetzgeber könne zwar seine Politik ändern, aber die Wahl des Gesetzgebers des Jahres 1997 sei mit derjenigen des Gesetzgebers des Jahres 1991 identisch — Objektivierung der Ernennungen in der Magistratur.

A.3.10. Die angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigten eine Situation, die unter der Geltung des früheren Gesetzes zustande gekommen sei, wobei es sich nämlich um wohl erworbene Rechtsverhältnisse handle, bei denen die Kläger über einen Titel verfügt hätten, dessen Gültigkeitsdauer nicht zeitlich beschränkt gewesen sei und dem zufolge

sie eine der Bedingungen für die Ernennung zum aktiven Magistrat erfüllt hätten. Die Rückwirkung bestehe darin, daß dieser Titel nunmehr nur noch eine begrenzte Gültigkeitsdauer habe. Die außergewöhnlichen Umstände und die unentbehrliche Beschaffenheit der Maßnahme als Rechtfertigung dieser Rückwirkung seien nicht unter Beweis gestellt worden.

— B —

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Das Gesetz vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten hat vom 1. Oktober 1993 an die Ernennung der Magistrate abhängig gemacht von einer gerichtlichen Probezeit, der eine vergleichende Prüfung vorangeht, oder vom Absolvieren einer Prüfung der beruflichen Eignung, deren Gültigkeit künftig kraft des angefochtenen Artikels 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches und 21 des vorgenannten Gesetzes vom 18. Juli 1991 auf sieben Jahre vom Datum des Prüfungsprotokolls an begrenzt ist.

B.1.2. Artikel 21 § 1 des o.a. Gesetzes vom 18. Juli 1991, in der durch das Gesetz vom 1. Dezember 1994 bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten abgefaßten Form bestimmt:

«Die Magistrate, die am Tage des Inkrafttretens der Bestimmungen dieses Gesetzes im Dienst sind, und die Magistrate, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt wurden, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 20 dieses Gesetzes, vorgesehenen gerichtlichen Probezeit und als Absolventen der in Artikel 259*bis* desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.

Die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259*bis* desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.»

B.1.3. Der zweite Absatz in der Form, wie er durch das Gesetz vom 6. August 1993 «zur Abänderung der Artikel 259*bis* und 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches und zur Ergänzung von Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten» abgefaßt wurde, und dem zufolge «die stellvertretenden Richter und die stellvertretenden Richter, deren ehrenvoller Rücktritt vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes bewilligt worden ist, [...] als Absolventen der in Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung [gelten]» wurde durch das Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 für nichtig erklärt, insofern er anwendbar war auf die stellvertretenden Richter, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991, nämlich ab dem 1. Oktober 1993, ernannt worden sind.

B.1.4. Der angefochtene Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 ergänzt den o.a. Absatz 2 von Artikel 21 § 1 und fügt einen dritten Absatz hinzu, um die Berücksichtigung der Bewerbung der stellvertretenden Richter für eine Ernennung in bestimmte gerichtliche Ämter von zwei Bedingungen abhängig zu machen. Die neuen Bestimmungen lauten:

«Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist.»

B.1.5. Der angefochtene Artikel 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 bestimmt:

«Art. 4. ' Übergangsmaßnahmen '

Die in Artikel 259*bis* § 6 des Gerichtsgesetzbuches genannte Frist beginnt mit dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes:

a) für die Kandidaten, die zu diesem Zeitpunkt die Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne von Artikel 259*bis* § 4 desselben Gesetzbuches bestanden haben;

b) für die in Artikel 21 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 genannten Personen, die zu diesem Zeitpunkt als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne des Artikels 259*bis* § 4 desselben Gesetzbuches gelten.

Für die in Absatz 1 a) genannten Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes nicht die in Artikel 191 § 2 desselben Gesetzbuches genannten Ernennungsbedingungen erfüllen, fängt diese Frist zu dem Zeitpunkt an, an dem sie diese Ernennungsbedingungen erfüllen.»

Analog zu der Bestimmung, die den Vorteil des Absolvierens der Prüfung der beruflichen Eignung auf sieben Jahre begrenzt (B.1.1), begrenzt diese Bestimmung auf sieben Jahre:

— ab dem 11. Januar 1998, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes, die Dauer, während welcher die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter als Absolventen dieser Prüfung gelten (Artikel 4 Absatz 1 b));

— ab dem 11. Januar 1998 bzw. dem Datum, an dem sie die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgeschriebenen Ernennungsbedingungen erfüllen, die Dauer, während welcher die Kandidaten, die am Tag des Inkrafttretens des Gesetzes die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben, den Vorteil dieses Absolvierens beibehalten (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2).

Hinsichtlich des Umfangs der Klagen

B.2. Die Kläger beantragen die völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 3 und 4 bzw. nur Artikel 4 des Gesetzes vom 9. Juli 1997. Der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnungsnummer 1363 beantragt außerdem die Nichtigerklärung von Artikel 2 desselben Gesetzes. Die Klageschrift enthält nämlich kein einziges Element, aus dem hervorgehen würde, wie diese Bestimmung die Normen verletzen würde, deren Beachtung der Hof gewährleistet.

Der Hof beschränkt seine Prüfung also auf die Artikel 3 und 4 des angefochtenen Gesetzes.

Hinsichtlich der Bedingungen für die Ernennung der stellvertretenden Richter in ein Amt als aktiver Magistrat (Artikel 3 und 4 Absatz 1 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997)

B.3.1. Die Kläger in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnungsnummern 1343, 1363 und 1370 klagen an, daß Artikel 4 Absatz 1 b) ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied schaffen würde zwischen den Magistraten, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, je nach dem, ob sie aktive oder stellvertretende Richter seien, indem der Zeitraum, während dessen die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung

gälten, auf sieben Jahre begrenzt werde, und dies ab dem 11. Januar 1998, während für die aktiven Richter keine einzige Frist festgelegt worden sei und das Gesetz vom 6. August 1993 diesbezüglich eine Gleichstellung zwischen beiden eingeführt habe, die der Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 nicht für verfassungswidrig befunden habe.

B.3.2. Die Kläger klagen auch an, daß Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, ergänzt um den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997, ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied einführe zwischen einerseits den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien und deren Bewerbung um eine Ernennung zum aktiven Magistrat vom Justizminister nur dann berücksichtigt werden könne, wenn für diese Bewerbung eine einstimmig günstige Bewertung durch den kraft Artikel 259ter des Gerichtsgesetzbuches eingesetzten Beratungsausschuß erteilt worden sei, und andererseits den anderen Kandidaten, für die keine einstimmig günstige Bewertung erforderlich sei; der Behandlungsunterschied schein ihnen um so tadelnswerter zu sein, da unter diesen Kandidaten sich aktive Magistrate befänden, deren Ernennung vor dem Inkrafttreten des vorgenannten Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) unter den gleichen Voraussetzungen erfolgt sei wie die der stellvertretenden Richter und nicht vom Absolvieren eines Auswahlverfahrens oder einer Prüfung abhängig gewesen sei.

Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, daß nur das Erfordernis der Einstimmigkeit des Beratungsausschusses beanstandet wird.

B.3.3. Dieselben Kläger klagen schließlich an, daß Artikel 21 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997, ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied einführe zwischen einerseits den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, und andererseits den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, den Kandidaten, die die gerichtliche Probezeit beendet hätten und den aktiven Magistraten, indem die durch den Beratungsausschuß einstimmig günstig beurteilte Bewerbung dieser Personen um das Amt eines aktiven Magistrats den Justizminister daran hindere, die Bewerbung dieser stellvertretenden Richter für dieselbe Funktion zu berücksichtigen, obgleich sie als Absolventen der Prüfung gälten und vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung die Voraussetzungen für die Ernennung in das Amt eines aktiven Magistrats identisch gewesen sei für die aktiven Magistrate und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des oben angeführten Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) ohne Auswahlverfahren oder Prüfung ernannt worden seien.

B.4.1. Mit der Verabschiedung des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wollte der Gesetzgeber die Anwerbung von Magistraten aufgrund objektiver Ernennungskriterien organisieren und dem «tiefen Mißtrauen» angesichts eines Ernennungsverfahrens, bei dem «an erster Stelle politische Erwägungen gelten», ein Ende bereiten (*Parl. Dok.*, Senat, 1989-1990, Nr. 974-1, SS. 2 und 3), während er dabei eine Übergangsregelung vorgesehen hat.

B.4.2. Die von den Klägern beanstandete neue Übergangsregelung geht von der Idee aus, daß sich seit der Annahme des Gesetzes vom 18. Juli 1991 die Mentalität verändert hat, und von der Feststellung, daß viele Kandidaten inzwischen die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert haben, an der auch stellvertretende Richter teilnehmen können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, S. 28). Der Änderungsantrag, der zu Artikel 21 § 1 Absatz 3 geführt hat, wird wie folgt gerechtfertigt:

«— die Ernennung von Stellvertretern ist grundsätzlich ungerecht hinsichtlich derjenigen, die an einer Prüfung teilgenommen haben und so ihre Eignung bewiesen haben;

— die Ernennung von Stellvertretern steht im Widerspruch zur Logik des Systems für Ersternennungen von Magistraten — eines Systems, das von zwei Stützen getragen wird: einerseits eine bestimmte Berufserfahrung sei es als Anwalt oder in einer anderen juristischen Funktion, sei es im gerichtlichen Anwärterdienst, andererseits eine durch eine vor dem Einstellungsgremium abgelegte Prüfung nachgewiesene Eignung. Bei der Ernennung eines stellvertretenden Richters entfällt eine dieser Stützen, was natürlich das System unterminiert;

— für kompetente Richter kann die Prüfung kein Problem darstellen; im Gegenteil, ihre Erfahrung im Abfassen von Urteilen bevorteilt sie hinsichtlich der anderen Kandidaten.

Das einzige rationale Argument, das noch als Rechtfertigung dafür gelten kann, während einer befristeten Übergangsperiode noch stellvertretende Richter ernennen zu können, ist praktischer Art, nämlich die — beinahe sicher unbegründete — Angst, daß sich in den ersten Jahren möglicherweise für bestimmte freie Stellen keine Absolventen der Prüfung oder Gerichtsanwälte bewerben würden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/5, S. 2).

Außerdem ist behauptet worden, daß das neue System «ausgebaut wurde, weil die Reserve der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter stets als eine Hintertür für politische Ernennungen angesehen wird. Dieser Artikel stellt sicher, daß damit während der Übergangszeit von sieben Jahren, während deren die Reserve noch bestehen wird, kein Mißbrauch getrieben wird» (*Parl. Dok.*, Senat, 1996-1997, Nr. 1-544/3, S. 12).

B.4.3. Vorab muß erwähnt werden, daß die Beschwerdegründe, insofern sie die stellvertretenden Richter mit den aktiven Magistraten vergleichen, an der Tatsache vorbeigehen, daß es für die Erstgenannten um eine erste Ernennung zum aktiven Magistrat geht und für die Letztgenannten um eine neue Ernennung in derselben Eigenschaft. Soweit der Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1363 die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter mit den stellvertretenden Richtern vergleicht, die nach diesem Datum ernannt worden sind, und behauptet, daß bei den Letztgenannten «nicht einmal die Vermutung gilt, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben», entbehren seine Beschwerdegründe übrigens jeglicher Relevanz, denn die Ernennung eines stellvertretenden Richters, der nach dem 1. Oktober 1993 in ein Amt als aktiver Magistrat ernannt worden ist, unterliegt nämlich den allgemeinen Bedingungen bezüglich des Absolvierens einer Probezeit nach einer Zulassungsprüfung oder des Bestehens einer Prüfung der beruflichen Eignung. Das gleiche gilt für die stellvertretenden Gerichtsräte, auf die der Kläger auch Bezug nimmt.

B.5.1. Der Gesetzgeber hat die Übergangsregelung in einschränkendem Sinne revidiert. Die Vermutung des Bestehens der Prüfung, die während sieben Jahren gilt für die stellvertretenden Richter, die vor einem bestimmten Datum ernannt worden sind, versetzt sie nicht mehr in die Lage, ernannt zu werden, wenn sie sich zusammen mit anderen Kategorien von Kandidaten bewerben, außer in dem Fall, wo die stellvertretenden Richter die einzigen Kandidaten sind, denen eine einstimmig günstige Bewertung erteilt wurde.

B.5.2. Ohne so weit zu gehen, schon jetzt die Ernennung eines jeden stellvertretenden Richters in das Amt eines aktiven Magistrats von der Absolvierung der Prüfung der beruflichen Eignung abhängig zu machen, hat der Gesetzgeber eine Maßnahme ergriffen, die nicht ohne Rechtfertigung ist hinsichtlich des Ziels, das er anstrebt,

— einerseits indem er entweder denjenigen, die diese Prüfung bestanden haben, oder denjenigen, aktiven Magistraten — auch wenn sie vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind — und den Gerichtsanwältern, bei denen in der Regel davon auszugehen ist, daß sie über mehr berufliche Erfahrung verfügen als Magistrate, die, auch wenn sie eine sehr günstige Bewertung erhalten, nur als Stellvertreter und in der Regel nur gelegentlich die berufliche Tätigkeit ausüben, die dieser Erfahrung zugrunde liegt, den Vorrang gewährt; der Gesetzgeber hat auch die unterschiedlichen Karriereaussichten zum Zeitpunkt der Ernennung zum aktiven Magistrat bzw. zum stellvertretenden Richter berücksichtigen können;

— andererseits indem die Zeitspanne, in der die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten, auf sieben Jahre beschränkt wird; längerfristig wird somit der Möglichkeit ein Ende bereitet, stellvertretende Richter, die als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gelten, in ein Amt als aktiver Magistrat zu ernennen.

Die angefochtene Bestimmung ermöglicht es zwar, nach Ablauf dieser Frist aktive Magistrate in solche Ämter zu ernennen, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt wurden und deshalb die gleiche Vermutung genießen. Unter Berücksichtigung der anderen vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzungen, insbesondere der Vermeidung, daß offene Stellen allzu lange Zeit unbesetzt bleiben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, SS. 5 und 14), ist davon auszugehen, daß diese Magistrate sich in einer ganz anderen Situation befinden als die stellvertretenden Magistrate, da sie bereits ein Amt als aktiver Magistrat innehaben. Der Gesetzgeber hat übrigens berechtigterweise davon ausgehen können, daß der stellvertretende Richter, der sich sieben Jahre lang nicht um ein Amt als aktiver Magistrat bewirbt oder nicht in dieses Amt ernannt wird, kein Interesse zeigt oder nicht die Erfüllung der Voraussetzungen nachweist, um in ein solches Amt ernannt zu werden.

B.5.3. Zwar wird die angefochtene Übergangsregelung kritisiert — weniger an sich, sondern eher insofern, als sie die Ernennungsmöglichkeiten begrenzt, die die frühere Übergangsregelung den stellvertretenden Richtern bot, ohne sie einer Prüfung der beruflichen Eignung zu unterwerfen. Aber die angeführten Verfassungsbestimmungen stehen dem nicht entgegen, daß der Gesetzgeber einen ursprünglichen Standpunkt aufgibt und einen anderen einnimmt. Die verfassungsmäßigen Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsätze werden nicht bloß deshalb verletzt, weil eine neue Maßnahme die Pläne jener durchkreuzt, die mit der Aufrechterhaltung der früheren Regelung hatten rechnen können.

B.5.4. Das Erfordernis der Einstimmigkeit (im Sinne von Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991), welches die günstige Bewertung des Beratungsausschusses zu erfüllen hat und welches eine Voraussetzung für die Ernennung eines stellvertretenden Richters in ein Amt als Magistrat darstellt, ist jedoch eine Maßnahme, die weder relevant noch verhältnismäßig im Hinblick auf die verfolgte Zielsetzung ist.

Im Gegensatz zu dem Erfordernis einer günstigen oder sehr günstigen Bewertung bietet das Erfordernis der Einstimmigkeit nämlich, was die beruflichen Qualitäten der ernannten Personen betrifft, keine Garantie, die das Risiko rechtfertigt, welches hervorgerufen wird, indem jedem Mitglied des Beratungsausschusses ein Vetorecht eingeräumt wird.

B.5.5. Dieses Risiko liegt jedoch nicht vor bei der Begrenzung der erlaubten Ausnahmen von den neuen Regeln, die der Gesetzgeber eingeführt hat, indem er die Bewerbung stellvertretender Richter mit einer günstigen Bewertung ausgeklammert hat, wenn die Bewertung bezüglich der anderen in Artikel 21 § 1 Absatz 3 desselben Gesetzes genannten Kandidaten einstimmig günstig ist.

Hinsichtlich der Bedingungen für die Ernennung der Kandidaten, die die Prüfung der beruflichen Eignung bestanden haben, in ein Amt als aktiver Magistrat (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997)

B.6.1. Die Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369 klagen an, daß Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2 ohne Rechtfertigung einen Behandlungsunterschied hervorrufe zwischen den aktiven Magistraten, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, und den Kandidaten, die die Prüfung der beruflichen Eignung zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des angefochtenen Gesetzes bestanden hätten (11. Januar 1998), indem er für die Letztgenannten den Vorteil des Absolvierens der Prüfung auf eine Dauer von sieben Jahren begrenze, die entweder am 11. Januar 1998 oder, wenn der Kandidat zu diesem Zeitpunkt die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Bedingungsernennungen nicht erfülle, an dem Tag, an dem er sie erfülle, anfangs, während der Vorteil der Vermutung, den die aktiven Magistrate, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, genießen würden, nicht zeitlich begrenzt sei. Somit werde auch eine kritisierbare Behandlungsgleichheit hervorgerufen zwischen den Kandidaten, die diese Prüfung bestanden hätten vor dem Inkrafttreten des Gesetzes (Artikel 4), und denjenigen, die die Prüfung nachher bestanden hätten (Artikel 2), so daß ersteren rückwirkend und diskriminierend der Vorteil einer wohlverworbenen Situation versagt werde.

B.6.2. Aus dem allgemeinen Aufbau der Bestimmungen bezüglich der Ernennung aktiver Magistrate geht hervor, daß der Gesetzgeber den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung und den Absolventen der gerichtlichen Probezeit den Vorrang hat gewähren wollen. Die zeitliche Begrenzung der Wirksamkeit des Ergebnisses dieser Prüfung — durch eine Maßnahme, die im Gegensatz zu dem, was die Kläger behaupten, nicht rückwirkend ist, sondern unmittelbar anwendbar, und die übrigens analog zu derjenigen zu verstehen ist, die durch das Gesetz vom 16. Juli 1996 in Artikel 259^{quater} § 1 Absatz 4 des Gerichtsgesetzbuches eingeführt worden ist, indem bestimmt wird, daß die Absolventen der Zulassungsprüfung zur gerichtlichen Probezeit innerhalb einer Frist von drei Jahren nach Abschluß der Prüfung ernannt werden müssen — entspricht jedoch zwei besonderen Zielsetzungen.

Der Gesetzgeber hat geurteilt, daß eine zeitliche Begrenzung der Gültigkeitsdauer des Ergebnisses der Prüfung es ermöglicht hat zu vermeiden, daß einerseits Absolventen ernannt werden, die vielleicht nicht mehr den Erfordernissen genügen würden, welche sich im Laufe der Zeit ändern können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/4, S. 2, und Nr. 730/6, S. 14) und daß andererseits offene Stellen, die die Kandidaten offensichtlich nicht für attraktiv halten, allzu lange unbesetzt bleiben (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, SS. 5 und 14).

Der Gesetzgeber hat diese Sorge zum Ausdruck gebracht angesichts der zukünftigen Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, ab dem Inkrafttreten des Gesetzes (Artikel 2); er kann diese Sorge berechtigterweise auch zum Ausdruck bringen angesichts derjenigen, die die Prüfung bereits bestanden haben (Artikel 4 Absatz 1 a) und Absatz 2). Angesichts der angefochtenen Bestimmungen befinden sich die aktiven Magistrate, auch wenn sie vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden sind, hingegen nicht in einer derartigen Lage, daß die gleiche Sorge zum Ausdruck gebracht werden sollte, da sie das Amt, in welches sie ernannt worden sind, tatsächlich innehaben und ausüben.

B.6.3. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1369, die sich auf einen Behandlungsunterschied hinsichtlich der Gültigkeitsdauer des bereits erworbenen Zeugnisses beziehen, zwischen den Absolventen, je nach dem Zeitpunkt, an dem sie die in Artikel 191 § 2 des Gerichtsgesetzbuches genannten Bedingungen erfüllen, sind unbegründet. Artikel 4 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes geht nämlich von der Sorge aus, allen Absolventen die gleichen Chancen zu bieten, ungeachtet des Zeitpunkts, wo sie die Bedingungen erfüllen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt in Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, ergänzt um Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, das Wort «einstimmig» für nichtig;

— weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 26. Mai 1999.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

F. 99 — 2330

[99/15166]

**5 JUILLET 1999. — Arrêté royal fixant le cadre organique
de la carrière des Attachés de la Coopération internationale**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, notamment son article 35 A;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 25 janvier 1999;

Vu l'avis motivé du 18 février 1999 émis par le Comité supérieur de concertation;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mai 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mai 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le cadre organique de la carrière des Attachés de la Coopération internationale est fixé comme suit :

— 1re classe administrative	8
— 2e classe administrative	36
— 3e classe administrative	38
Total	82

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING**

N. 99 — 2330

[99/15166]

5 JULI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière van de Attachés voor Internationale Samenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 35 A;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 18 februari 1999 van het Hoog Overlegcomité;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 mei 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsformatie van de carrière van de Attachés voor Internationale Samenwerking wordt vastgesteld als volgt :

— 1e administratieve klasse	8
— 2e administratieve klasse	36
— 3e administratieve klasse	38
Totaal	82